

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de
plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal



Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption

A Dakar, Thies, Ziguinchor, Kolda, Tambacounda et Sédhiou

Février 2015



Plate-forme des acteurs non étatiques
85 A, 2^e étage, Sacré-Cœur 3 Pyrotechnie, Dakar
Tél. : 33 869 45 40
contact@plateforme-ane.sn
www.plateforme-ane.sn

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	3
2. LE PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE.....	5
2.1. RENCONTRE INTRODUCTIVE.....	5
2.2. LA CONSTRUCTION EN MARCHÉ.....	5
2.3. LA RECHERCHE DE PARTENAIRES.....	6
3. LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE.....	7
4. LA REVUE DOCUMENTAIRE.....	8
5. L'ATELIER DE CRÉATION DES MESSAGES.....	11
6. L'ÉLABORATION DU GUIDE DE L'USAGER.....	13
7. L'ÉLABORATION DES SUPPORTS DE COMMUNICATION.....	15
8. LES AXES DE LA CAMPAGNE.....	17
8.1. FORUMS ET MOBILISATION SOCIALE.....	17
8.2. LES CARAVANES DE SENSIBILISATION.....	26
9. LA CAMPAGNE MEDIATIQUE.....	34
9.1. L'EMISSION TELEVISEE.....	34
9.2. LES EMISSIONS INTERACTIVES.....	34
10. MISSION DE SUIVI ET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA CAMPAGNE.....	35
11. MISE EN PLACE DES CELLULES DE VEILLE ET D'ALERTE.....	38
12. FORMATION DES FONCTIONNAIRES ET DES ANE SUR LES COÛTS DE LA CORRUPTION.....	45
13. LES LEÇONS APPRISES.....	79
14. LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....	79
15. PERSPECTIVES.....	80
16. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES.....	80

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption



Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD
et de la promotion de la bonne gouvernance



OANEL2C

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal





1. INTRODUCTION

Des rapports établis par diverses institutions ont attribué des notes relativement faibles au Sénégal dans le domaine de la transparence et de la bonne gouvernance. Le Sénégal continue à régresser selon l'indice de perception de la corruption de *Transparency International*, et la majorité de la population soutient que la corruption a augmenté dans le secteur public au cours des dernières années.

Dans l'ensemble, la corruption augmente les coûts pour faire des affaires et décourage donc l'investissement étranger, soutient le marché informel ou l'évasion fiscale. Les coûts politiques peuvent survenir, parce que la corruption a le pouvoir de fragiliser la démocratie et l'Etat de droit. Que ce soit la petite corruption à laquelle sont confrontés les populations dans leur quotidienne ou la grande corruption commise par des fonctionnaires de haut rang, le phénomène de la corruption affaiblit la croyance qu'un pays est régi par la lois.

Lorsque des fonctionnaires abusent de leur position à des fins personnelles, ils perdent la légitimité et fragilisent la démocratie en tant que système qui peut être contesté. La manque de confiance en la démocratie ouvre la porte à l'extrémisme et à des appels à un changement de système démocratique. Les coûts politiques sont étroitement associés aux coûts sociaux, sous la forme d'un manque de confiance dans la société.

Un manque de confiance signifie la décroissance du capital social: si les individus ne se font pas confiance les uns et les autres, ils prennent la précaution et les relations entre eux, ce qui devient encore plus coûteux et compliqué. Ainsi, un manque de confiance dans la société a des effets économiques négatifs. Les coûts environnementaux résultent de l'exploitation anarchique des ressources naturelles à cause de la corruption. En appauvrissant ou en détruisant les ressources naturelles telles que l'eau, ou le bois, les ressources minérales peuvent atteindre un prix élevé pour l'économie.

STRATÉGIE DE LA CAMPAGNE SUR LES COÛTS DE LA CORRUPTION

Cette stratégie est basée sur le Programme Gouvernance et Paix (PGP) de l'USAID et fait partie de l'opérationnalisation du Plan national de Lutte contre la Corruption (PNLC) qui cible le plus grand nombre d'acteurs possible. La stratégie a été élaborée selon la méthodologie du processus de création des plans stratégiques participatifs. Selon cette méthodologie, le processus devrait inclure le plus grand nombre de participants et d'acteurs possible au début.

La Campagne de sensibilisation envisagée sur les coûts de la corruption devrait partir de la base vers le sommet, autrement dit, les populations devraient en être la cible principale. Le nouveau régime (gouvernement du Président Macky Sall) a mis en oeuvre des mesures pour traquer les biens mal acquis.

Comme résultat, la population est consciente des enjeux liés à la corruption, et il y a une prise de conscience générale relative à la grande corruption. Il faudrait donc prendre en compte le nouveau contexte national au sujet de la corruption.

OBJECTIF PRINCIPAL

L'objectif principal de la Campagne est d'accroître la prise de conscience des citoyens envers la corruption à travers l'information, la sensibilisation et le plaidoyer sur les coûts de la corruption

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption



dans quatre secteurs de la population en ciblant de façon particulière le public, mais aussi le gouvernement et les acteurs non-étatiques.

La campagne de sensibilisation devrait se faire non sur la corruption de manière générale, mais sur les coûts de la corruption (les affaires publiques qui ne sont pas gérées à bon escient). La Campagne sur les coûts de corruption devrait toucher le plus grand nombre de citoyens et d'organisations.

De même, elle devrait fournir des informations sur les possibilités de participation active des citoyens dans la lutte contre corruption (clarification du bien fondé du système de dénonciation des cas de corruption, information relatives aux cas et types de corruption, etc.) Le rôle des populations ne devrait en aucun cas être limité à la réception des informations; l'intérêt de la participation active de la population est à mettre en évidence.

CIBLES ET OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Les objectifs spécifiques de la Campagne ont été définis en fonction de quatre (4) catégories, chacune correspondant à un secteur de la société.

1) La population générale

- Informer et sensibiliser les citoyens sur les coûts de la corruption;
- Mettre en place des espaces d'interpellation contre la corruption.

2) Secteur gouvernemental

- Sensibiliser les fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales sur les coûts de la corruption;
- Rendre publiques les activités et les rapports publiés par les corps de contrôle de l'Etat.

3) Secteur de la société civile

- Accroître le nombre d'acteurs de la société civile impliqués dans la Campagne de sensibilisation sur les coûts de la corruption.

4) Secteur privé

- Accroître le nombre d'entreprises impliquées dans la lutte contre la corruption.

Il faut souligner que tous les segments de chaque secteur sont touchés avec des messages spécifiques et adaptés à mieux sensibiliser les cibles. Cela veut dire que les fonctionnaires de l'État seront touchés avec divers messages, ainsi que les OSC, la population dans la capitale ou la population dans les régions.

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption



2. LE PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de campagne sur les coûts de la corruption, le PGP/USAID s'est appuyé sur l'OANEL 2C /PFANE pour la mise en œuvre des activités.

C'est ainsi, que trois consultants nationaux ont été sélectionnés pour accompagner l'expert international dans l'élaboration du programme de la campagne.

Dans une approche dynamique et participative, le processus d'élaboration a été riche en enseignements comme en témoigne la qualité du document produit à cet effet.

2.1. Rencontre introductive

Elle a eu lieu le 30 avril 2013 dans les locaux du PGP/USAID en présence du staff du programme, de l'expert international et des trois consultants nationaux. Cette rencontre a permis aux responsables du programme PGP de revenir sur les fondements de la campagne mais également sur le choix porté sur l'ONAEEL 2C pour la mise en œuvre.

L'expert international, après avoir fait connaissance avec les consultants nationaux a présenté la démarche de travail pour l'élaboration du programme de la campagne.

Les consultants nationaux ont tous renouvelé leur engagement à travailler avec détermination pour la réussite de la campagne.

Le projet de termes de références de la campagne élaborés PGP/USAID, a servi de base de travail en analysant la situation problématique, les acteurs, l'objectif principal et les objectifs spécifiques.

2.2. La construction en marche

Sur la base du document de travail élaboré par l'expert, les consultants nationaux ont procédé à une relecture des problèmes liés à la corruption dans les trois secteurs retenus pour la campagne. Il s'agit des populations, du gouvernement et des organisations de la société civile.

Les consultants ont également procédé à l'analyse des partenaires identifiés grâce à une grille mise à disposition par l'expert international. Ce travail a permis de classer les différents partenaires en fonction de leur importance à être associés à la campagne.

Il s'agissait de voir l'opportunité et l'intérêt à nouer des alliances avec ces partenaires.

Les consultants ont également identifié de façon participative les éléments stratégiques de la campagne. Ces éléments sont entre autre, la recherche, la création de message, les médias, les régions, les artistes, le gouvernement, la coalition des OSC et la formation.

Après plusieurs échanges entre l'expert international et les consultants nationaux, le document de campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption est élaboré et validé par les différentes parties prenantes dans un processus très participatif.

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption



Plusieurs rencontres ont eu lieu au siège de la Plateforme ANE entre l'OANEL2C, le PGP/USAID et le Ministère chargé de la promotion de la bonne gouvernance.

Ces échanges ont permis une bonne appropriation du document de la campagne par les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre.

Pour une bonne exécution du programme, l'OANEL 2C, le PGP et le Ministère ont partagé et signé un protocole d'accord qui a institué le comité de suivi-évaluation de la campagne.

Ce comité était composé des représentants de l'OANEL 2C de la Plate Forme/ANE, du PGP et du Ministère.

2.3. La recherche de partenaires

Dans le souci d'élargir la base partenariale du programme, une conférence de bailleurs s'est tenue dans les locaux de la Plate Forme sous la présidence effective du Ministre chargé de la promotion de la bonne gouvernance.

Une dizaine de partenaires techniques et financiers présents avaient montré un intérêt à prendre à la campagne.

Des rencontres de suivi des engagements ont eu lieu dans les sièges de certains partenaires potentiels. Mais aucun n'engagement n'a pu être matérialisé.

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption



3. LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE

Elle a eu lieu le 17 janvier 2014 à Radisson sous la présidence effective du Ministre Abdoul Latif Coulibaly, Chargé de la Promotion de la Bonne Gouvernance et du Représentant résident du PGP/USAID, Monsieur Jean-Michel Dufils, avec la participation des partenaires et techniques et financiers et des organisations membres de la plate forme.

Plus de 100 personnes ont pris part à cette manifestation avec une bonne couverture médiatique



Lors cet atelier, le comité de mise en œuvre a procédé à une présentation de la campagne afin de recueillir les contributions très positives des acteurs présents.

Tous ont salué la qualité du document et la pertinence des actions prévues dans le cadre de la campagne.

La signature officielle du protocole tripartite entre le Ministère, le PGP et la Plate forme/OANEL2C avait mis fin à l’atelier de lancement donnant le départ pour la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les couts de la corruption



Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID OUPULAMARONI

USAID

fhi360

OANEL2C

4. LA REVUE DOCUMENTAIRE

Le travail de recherche a consisté en une revue documentaire sur la corruption à partir des récentes études réalisées au Sénégal. Cette revue documentaire a permis de recueillir des informations pertinentes relatives aux coûts de la corruption au Sénégal pour être utilisées dans l'élaboration des messages de la campagne de sensibilisation.

La recherche (revue documentaire) a facilité l'élaboration et la diffusion de messages adaptés au contexte et au vécu des populations à travers le conte, le théâtre, la littérature orale et écrite, afin d'accroître la prise de conscience des citoyens par rapport aux coûts de la corruption qui impacte négativement leur niveau de vie (accès services sociaux de base).

Elle devait permettre ainsi d'atteindre le premier objectif spécifique de la campagne de sensibilisation (OS1), qui vise à *"informer et sensibiliser les citoyens sur les coûts de la corruption"* à travers des messages clairs, simples et accessibles aux différents groupes cibles.

La recherche comme élément stratégique a permis également d'identifier les différents acteurs intervenant dans la lutte contre la corruption, de spécifier leurs rôles et évaluer leur degré d'implication, de circonscrire les thématiques de la campagne de sensibilisation en fonction des messages à diffuser auprès des différents groupes cibles.

L'expert recruté sur la base d'une sélection de plusieurs centres de recherche en gouvernance, appartient au Centre de Recherche Action sur la Gouvernance (CERAG).

La revue documentaire a été conduite en deux étapes :

- D'abord une phase de recherche documentaire sur les coûts de la corruption. L'accent a été mis sur l'exploitation des rapports produits par les institutions nationales, internationales ainsi que des organisations notamment de la société civile. L'exploitation de ces rapports a été complétée par l'analyse de la littérature sur les coûts de la corruption. En effet, une des faiblesses de la recherche dans le domaine de la corruption au Sénégal concerne l'évaluation des coûts de la corruption. La majorité des études privilégie une approche qualitative au détriment d'une approche quantitative.
- Ensuite une série d'entretiens avec des acteurs de la société civile, du secteur privé, des médias ainsi que des membres d'institutions de lutte contre la corruption et les infractions connexes. L'objectif ici visé était, d'une part d'être renseigné sur les coûts de la corruption, d'autre part, de mesurer leur degré d'implication et leur rôle dans la lutte contre la corruption. Le but de l'exercice était d'aider à identifier les partenaires et cibles potentiels de la campagne de sensibilisation sur les coûts de la corruption.

L'analyse de ces coûts concerne trois principaux acteurs impliqués dans la corruption, l'Etat, les populations et le secteur privé.

Les coûts de la corruption pour l'Etat

- La corruption est une négation de l'Etat comme institution en raison de la patrimonialisation qu'elle induit.
- La corruption fragilise l'Etat en le privant de la confiance des citoyens avec le risque associé d'une instabilité politique

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption



- La corruption conduit à l'irresponsabilité des hommes politiques qui ne rendent plus compte à leurs mandants, l'élection ne constituant plus un mécanisme de reddition des comptes
- La corruption entrave le développement économique en privant l'Etat de ressources importantes pour financer le développement, en favorisant le gaspillage des ressources publiques et en impactant négativement tous les déterminants de la croissance économique (les investissements nationaux et étrangers, le capital humain)
- La corruption est une entrave à la politique de décentralisation

Au total, la corruption est une entrave au développement économique et une source d'instabilité politique.

Les coûts de la corruption pour le secteur privé

- La corruption représente une forme de taxe occulte qui renchérit le coût des affaires
- La corruption induit une concurrence malsaine. Seules les entreprises qui disposent de moyens pour verser des pots de vins se maintiennent sur le marché, les autres préférant intégrer le secteur informel
- Les infrastructures de mauvaise qualité nuisent à la compétitivité des entreprises
- La corruption nuit à la réputation des entreprises
- La corruption en impactant négativement sur l'investissement direct étranger réduit les possibilités de partenariat avec des firmes étrangères détentrices de technologies innovantes
- La corruption impacte négativement sur la qualité des ressources humaines

Au total, la corruption constitue une menace pour la survie du secteur privé, à tout le moins, elle nuit à la compétitivité du secteur privé.

Les coûts de la corruption pour les populations

- La corruption réduit la capacité de l'Etat à financer les services sociaux, une partie des ressources étant détournés à des fins privés
- La corruption constitue un surcoût dont les citoyens doivent s'acquitter pour accéder aux services publics (santé, éducation, état civil, eau etc.) qui, souvent, ne peut être supporté par des franges importantes de la population notamment les plus pauvres. Elle entrave ainsi l'accès aux services publics tout en réduisant leur qualité.
- La corruption est à l'origine de l'augmentation de la criminalité
- La corruption nuit à la citoyenneté et favorise l'émergence de contrevauteurs. Dans les rapports entre les citoyens et les gouvernants, c'est l'allégeance qui se substitue au lien civique. Elle détruit la confiance des citoyens envers les gouvernants.
- La corruption constitue une négation des droits de l'homme. La loi n'est plus appliquée, les droits des citoyens ne sont plus respectés.
- La corruption prive les citoyens de leurs moyens de subsistance. En favorisant la dégradation de l'environnement, elle réduit la fertilité des sols et la biodiversité. Dans ce contexte, les populations surtout en milieu rural sont obligées de migrer vers d'autres régions à la recherche de meilleures conditions de vie. Elle est une source de l'insécurité alimentaire.
- La corruption réduit les possibilités d'emploi et le bien être et creuse les inégalités sociales

Au total, « La corruption est un défi à la sécurité humaine et une contrainte pour l'atteinte des OMD »

RECOMMANDATIONS

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption



Au regard des coûts qu'elle induit, la corruption doit être combattue par tous les moyens. Il s'agit de la prévenir d'abord et lorsqu'elle survient de la réprimer bien que la répression soit en même temps un moyen de prévention de la corruption. Entres autres, les études recommandent de:

- Renforcer de la transparence au niveau de l'Administration, des entreprises privées et des organisations de la société civile. Au niveau de l'Administration notamment il s'agit d'instaurer une culture de reddition des comptes
- Sensibiliser tous les acteurs notamment les populations sur les méfaits de la corruption
- Promouvoir le contrôle citoyen notamment en renforçant l'éducation citoyenne
- Inscrire la lutte contre la corruption dans une démarche participative
- Encourager l'intégrité en récompensant les cercles vertueux ; dans cette perspective l'adoption de code d'éthique et de déontologie est vivement encouragée.
- Renforcer le cadre institutionnel et juridique de lutte contre la corruption notamment :
 - 1- par le durcissement des sanctions et leur application effective,
 - 2- en mettant à la disposition des organes de lutte contre la corruption des ressources humaines et financières suffisantes, en renforçant leur indépendance et en créant une synergie entre eux
 - 3- en complétant le cadre juridique par l'adoption de lois sur les conflits d'intérêts, la déclaration de patrimoine, sur le financement des partis politiques et l'accès à l'information. Il s'agit en définitive d'internaliser les conventions internationales de lutte contre la corruption que le Sénégal a ratifiées.

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption



Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD
et de la promotion de la bonne gouvernance



« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »
Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de
plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal





5. L'ATELIER DE CRÉATION DES MESSAGES

Pour une bonne mise en œuvre cette stratégie, un atelier s'est tenu les 26 et 27 Août 2014 dans les locaux de la plateforme des acteurs non étatiques (PFANE) afin d'élaborer des messages adaptés aux diverses cibles que sont les fonctionnaires de l'État, le secteur privé, les OSC, les populations urbaines comme celles rurales.

L'objectif principal de cet atelier était d'élaborer des messages, et d'identifier des supports de communication sociale suffisamment efficaces pour toucher les cibles sur le thème : « les coûts de la corruption ».

Au terme des travaux, il était attendu :

- ✚ Différents thèmes de message sur *les coûts de la corruption sont identifiés*
- ✚ Des messages clairs et pertinents sur le thème « des coûts de la corruption » sont formulés et validés par les participants
- ✚ Selon les cibles, des supports de communication pertinents sont identifiés et validés pour la campagne
- ✚ Un rapport général de l'atelier est disponible

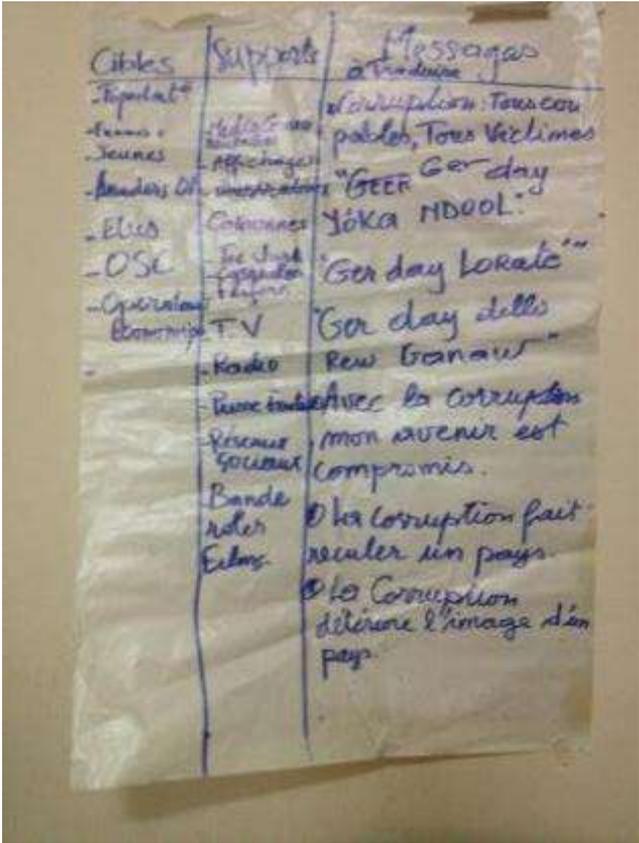
L'atelier a réuni quinze (15) participants qui ont participé à l'atelier, dont principalement des acteurs provenant de l'OANEL 2C, de l'USAID/PGP, du Ministère de l'Intégration Africaine, du Népad et de la Promotion de la Bonne gouvernance, de l'OSIWA et du réseau des journalistes actifs dans la lutte contre la corruption. (Liste de présence en Annexe)

A la suite du mot de bienvenue présenté par le président de la plateforme des acteurs non étatiques et le représentant de l'USAID/PGP plusieurs présentations ont été effectuées :

- a. Rappel du contexte et des objectifs de communication (P.M. DIOUF)
- b. Méthodologie et cadre de définition des messages et supports (P. M. DIOUF)
- c. Technique d'élaboration des messages (M. L. Mbengue)

Après le rappel du contexte, un cadre méthodologique a été proposé en fonction des cibles de la campagne :

- ✚ La population générale
- ✚ Le Secteur gouvernemental
- ✚ Le Secteur de la société civile
- ✚ Le Secteur privé
- ✚ La société civile



Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption

Les participants répartis en quatre groupes ont analysé et proposé des messages identifiés des supports pour les cibles suivantes :

- ✚ POPULATION GÉNÉRALE(FEMMES, JEUNES)
- ✚ LEADERS D'OPINION
- ✚ OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE
- ✚ AGENTS DE L'ETAT (fonctionnaire)
- ✚ SOCIÉTÉ CIVILE



Un tableau de synthèse des messages a été élaboré, prenant en compte les messages en fonction des cibles, et des supports. Ces messages sont déclinés en français et en ouolof. Le travail de réflexion et de brainstorming a permis également de partir des ressorts sociologiques, des valeurs et coutumes, afin de bâtir un argumentaire sur les valeurs et contre-valeurs dans la société sénégalaise. (cf rapport en annexe).



Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID
DUPRULAMARON

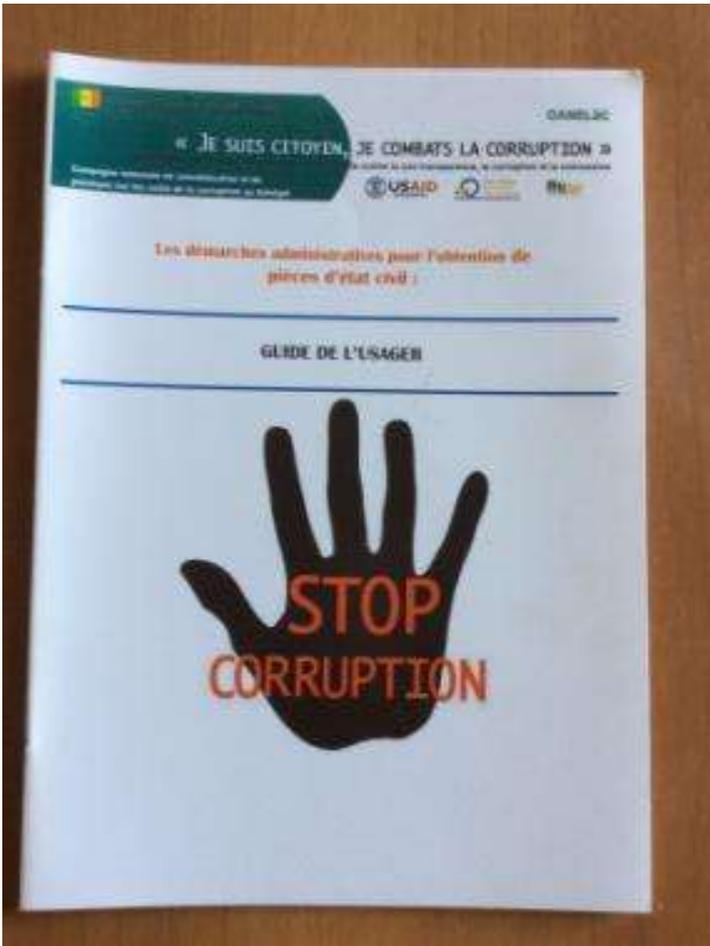
Plan Sénégal Émergent

fhi360

OANEL2C

6. L'ÉLABORATION DU GUIDE DE L'USAGER

Il s'agit d'un recueil d'informations utiles et simple pour les populations pour augmenter leurs connaissances dans les procédures d'acquisition de pièces d'état civil telles que l'extrait de naissances, la CNI, le passeport, le certificat de mariage, le casier judiciaire, le certificat d'hérédité, la déclaration de perte.....ect.



Le guide indique pour chaque type de service demandé par le citoyen, le cout et la durée impartie pour l'obtention du service.

Par exemple au niveau de l'état civil, il est indiqué le montant à payer pour chaque papier administratif sollicité par le citoyen et le délai d'obtention dudit document:

Titre 3. Extrait de naissance

L'extrait de naissance renseigne, d'une part, sur le centre d'enregistrement, le numéro et l'année de l'acte et, le cas échéant sur le numéro, la date et l'année de délivrance du jugement d'autorisation de transcription de l'acte, ainsi que sur les changements intervenus sur le statut de la personne. Il renseigne, d'autre part, sur le sexe, le(s) prénom(s) et nom de la personne, sur l'année, la date, l'heure et le lieu de sa naissance et sur sa filiation.

Qui peut faire la demande ?

- La personne elle-même ou toute personne intéressée
- Les autorités administratives et judiciaires

Où s'adresser ?

Au centre d'état civil du lieu de déclaration de la naissance.

NB: Pour les Sénégalais nés à l'étranger, s'adresser au ministère des Affaires étrangères ou à la représentation diplomatique ou consulaire du Sénégal du pays de naissance.

NB : Les personnes résidant à l'étranger peuvent s'adresser à la représentation diplomatique ou consulaire du Sénégal du pays de résidence.

Quelles sont les documents à fournir ?

La personne doit se présenter avec l'une des pièces suivantes :

- Le volet n° 1 de l'acte de naissance
- Une copie littérale d'acte de naissance
- Un ancien extrait du registre des actes de naissance
- Le livret de famille
- Toute information renseignant sur l'identité de la personne (année et numéro d'enregistrement dans le registre des naissances par exemple).

Quand faut-il demander un extrait naissance ?

A tout moment afin de compléter un dossier administratif.

Quel est le coût ?

Une vignette d'une valeur variant selon la localité (de 200 FCFA à 500 FCFA pour les communes)

Quel est le délai de délivrance?

Un (1) jour

Rapport final de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption

7. L'ÉLABORATION DES SUPPORTS DE COMMUNICATION

Ont été réalisés dans le cadre de la Campagne:

- 5000 flyers
- 1500 T hirts
- 800 casquettes
- 5 banderoles
- bandeaux presse écrite et en ligne

Bandeau presse utilisé pour la campagne médiatique, dans la presse écrite et la presse en ligne. Ce fut également le modèle de base utilisé pour être décliné en banderoles et pour les flyers, afin de conserver un même fond de couleur et d'images pour tous les supports de la campagne.

Ici sur le site web de l'Agence de Presse Sénégalaise (APS):



Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Flyer distribué dans le cadre des foras régionaux, des caravanes et des concerts de RAP:

 Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

La corruption nous coûte cher !

1. Les coûts économiques épuisent la richesse nationale et ralentissent la croissance.
2. Les coûts politiques peuvent remettre en cause la démocratie et l'état de droit. Le manque de confiance dans la démocratie ouvre l'espace de l'extrémisme et des appels à un changement du système démocratique.
3. Les coûts sociaux entraînent un manque de confiance dans la société, la baisse de la qualité des services publics, une mauvaise qualité des ressources humaines sensées assurer le développement du pays.
4. Les coûts environnementaux résultent de l'exploitation anarchique des ressources naturelles à cause de la corruption et détruisent les ressources naturelles telles que l'eau, le bois ou les mines en augmentant injustement leur prix.

Ger day delloo réew gannaaw

« Je suis citoyen, je combats la corruption »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Objectif principal : Accroître la prise de conscience des citoyens envers la corruption à travers l'information, la sensibilisation et le plaidoyer sur les coûts de la corruption dans quatre secteurs de la population en ciblant de façon particulière le public, mais aussi le gouvernement et les acteurs non-étatiques.



A Dakar, Thiès, Tambacounda, Kédougou, Ziguinchor et Kolda

 OANEL2C

 Observatoire des acteurs non étatiques

 fhi360

 USAID

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

 Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance



« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

 USAID

 Observatoire des acteurs non étatiques

 fhi360

 OANEL2C

8. LES AXES DE LA CAMPAGNE

8.1. Forums et mobilisation sociale à Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Kédougou et Dakar

Objectifs spécifiques

- Informer et sensibiliser les citoyens sur les coûts de la corruption
- Accroître le nombre d'acteurs impliqués dans la sensibilisation sur les coûts de la corruption

Résultats attendus

2500 personnes des régions ciblées sont informées et sensibilisées sur les coûts de la corruption
Le nombre d'acteurs impliqués dans la lutte contre la corruption a augmenté dans les régions ciblées

Modalité de la mise en œuvre des fora et journées de mobilisation sociale

A travers une communication introductive sur le thème de la campagne par une personne ressource des débats s'en suivront pour mieux expliquer aux populations les méfaits de la corruption et recueillir leur engagement à mettre fin à ce fléau

Il s'agit de placer le citoyen sénégalais au cœur de la campagne, car c'est lui qui subit directement les méfaits de la corruption sur son vécu quotidien. En effet, les couts de la corruption agissent directement sur la qualité de services sociaux de base que la population attend des gestionnaires de fonds publics. Les populations semblent ignorer les causes de la détérioration du service public, la cherté du cout de la vie car, elles sont mal informées sur les couts de la corruption.

Les antennes régionales des ANE ont organisé des foras et des journées de mobilisations sociales qui regroupaient les organisations de femmes, les élus locaux et les personnes du 3^{ème} âge. Des milliers de personnes seront touchées par ces activités.

Les foras et mobilisation sociale dans les régions se sont déroulés au cours du mois de décembre 2014.

❖ **KOLDA**

Le Forum de Kolda s'est tenu le 5 décembre 2014 à l'arène de Dombassou.

Le site choisi est à l'arène de Doumassou qui a débordé de monde notamment des femmes venu de tous les quartiers de Kolda, ce Forum s'est déroulé de 16 heures à 19 heures sans heurts et des interventions pertinentes et un engagement sans faille de tous à lutter contre les méfaits et les couts de la corruption dans la Région de Kolda ont été fait.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption





Après le Forum, les Jeunes rappers ont pris la relève pour animer le Concert du rap

❖ **TAMBACOUNDA**

L'antenne régionale de Tambacounda, PFANE/OANEL2C a organisé le Mardi 09 décembre 2014 un forum au niveau de la place Léopold Sédar Senghor de Tambacounda. Pour une question d'efficacité et de proximité du magal de Touba qui mobilisait un bon nombre d'acteurs, le format du forum a été revu par l'antenne régionale de la PFANE/OANEL2C en lieu et place de cinq cent acteurs cent représentant de structures étatiques comme non étatiques a été convié et a répondu présent, charge est à eux d'en parler dans leurs structures respectives. Si la démultiplication se fait au niveau des quartiers et des organisations, nous aurions touché plus d'un millier au moins de personnes.

Prévue à 09h, la cérémonie d'ouverture présidée par l'Adjoint au Gouverneur chargé du Développement n'a pu démarrer qu'à 10 heures précises. Celle-ci a vu les allocutions du représentant du Maire, de la représentante du Conseil départemental, du Directeur National de la promotion de la bonne gouvernance, des membres de la délégation de supervision et de l'Adjoint au Gouverneur chargé du développement.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Les intervenants à tour de rôle ont mis l'accent sur ce fléau qu'est la corruption tout en distinguant la petite de la grande qui continue encore à gangrener le paysage national. Seulement il faudrait la distinguer de pratiques ancestrales comme la « téranga » signe de reconnaissance et de gratitude à l'endroit d'un bienfaiteur.

Compte tenu de l'importance du sujet, le Gouverneur malgré son calendrier chargé a tenu à participer au forum, il a été rejoint par le Préfet de Tambacounda qui a fait une brillante allocution avant de se retirer.

Le forum a ensuite vécu au rythme de deux présentations celle de Aldiouma SAGNA sur le processus de mise en place de l'OANEL2C et la campagne sur les coûts de la corruption et celle de Ibrahima DEME sur la bonne gouvernance.

La présentation de Mr Aldiouma Sagna a été complétée par Mme Ndèye Nar BEYE qui s'est réjouie de l'intérêt que les acteurs ont manifesté à travers leurs présence massive avant d'exhorter l'antenne régionale à prendre toutes les dispositions pour mettre en place une d'une Cellule d'alerte et de veille performante pour faire face localement à la corruption dans le secteurs ciblés par cette campagne.

Un débat, présidé par Alassane GUISSÉ, Secrétaire Exécutif du GADEC, qui a vu la participation d'une vingtaine d'acteurs et autorités, hommes, femmes et jeunes a permis aux uns et aux autres de poser des questions de faire des contributions de taille ou alors de partager des situations vécues de corruption.



A tour de rôle les membres de la délégation ont répondu aux questions avant de permettre au Président de l'antenne de remercier les participant(e)s qui représentent toutes et tous des structures à qui ils doivent rendre compte et de les entretenir sur les échéances futures que sont la mise en place de la cellule d'alerte et de veille, les formations et la fonctionnalité de la cellule en synergie avec la CRG qui dépendra d'abord de l'engagement des acteurs locaux.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

2014-2015

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID OANEL2C fhi360

❖ KEDOUGOU

Dans le cadre de la campagne de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal, la Plate Forme des Acteurs Non Etatiques a reçu à Kédougou une délégation composée du représentant du Ministère de la bonne gouvernance, des présidents des ANE de Dakar, Thiès, Dakar des membres de la société civile du 10 au 12 décembre 2014.



Le forum sur les coûts de la corruption au Sénégal initialement programmé le 12 décembre s’est tenu le 10 décembre au centre d’accueil Thomas Sakhara à Kédougou en raison de quelques impairs (Magal de Touba, journée du 11 /12 fériée, calendrier perturbé).

Le forum présidé par le Gouverneur de la région de Kédougou s’ est tenu au centre d’accueil Thomas Sankhara de 16h30 à 19h30 à Kédougou en présence d’une soixantaine de participants dont 17 femmes de la société civile, du Président du conseil départemental, de l’adjoint au maire de Kédougou, des chefs de services, la presse et de la délégation venue en mission.

Après le démarrage des travaux des supports (Teeshirt +casquette) sérigraphies en slogans de sensibilisation sur les coûts de la corruption au Sénégal ainsi des rafraichissements ont été distribué au participant (es). Le Gouverneur a fait une importante introduction du thème appuyée sur une investigation faite sur internet et qui permis à beaucoup de participants de bien comprendre le sujet avant les exposés de la délégation.



Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Le président du conseil départemental a fait un discours souhaitant le bien venu à la délégation et le plein succès du forum.

La Délégation nationale a fait deux exposés sur les thèmes au tableau+projecteur introduits par :

- Le Directeur de la Bonne Gouvernance
- Le président du bureau régional de la plate forme ANE de Dakar

Après les exposés une vingtaine de participantes ont pris la parole dans les débats en posant des questions ou en apportant des suggestions, des témoignages de cas concrets de corruption constatée dans la région...etc.



Les membres de la délégation ont apporté des réponses et des précisions sur les points abordés.



Cependant il reste un aspect souligné par un aspect important à revoir : La protection du dénonciateur de corruption.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

OANEL2C

USAID

fhi360

Le gouverneur a clôturé les travaux du forum à 19h30.

Par ailleurs il, faut noter que cet évènement était retransmis en direct à la Radio communautaire de Kédougou.



Mor Diakhaté, Coordination nationale



Ibrahima Deme, Directeur de la Bonne Gouvernance

❖ ZIGUINCHOR

Ce forum s’est tenu le dimanche 14 décembre 2014 sous la présidence de Monsieur Pape DIALLO, inspecteur régional du développement communautaire, représentant du Gouverneur.



A cette phase, les participants de ce forum ont placé le citoyen sénégalais au cœur de la lutte contre les coûts de la corruption.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID, OANEL2C, fhi360



En effet, c'est le citoyen qui subit directement les méfaits de la corruption sur son vécu quotidien. Car les coûts de la corruption agissent directement sur la qualité de services sociaux de base que la population attend des gestionnaires de fonds publics. Les populations semblent ignorer les causes de la détérioration du service public et la cherté du coût de la vie.

Pour les participants de ce forum, il faut surtout mettre l'accent sur les causes de la corruption par une sensibilisation sur :

- Le respect des délais, des échéances et des procédures
- Les devoirs et les droits du citoyen, les champs d'application et les faire respecter
- La culture du mérite à intégrer et à appliquer dans le recrutement du personnel et partout à tous les niveaux

Ainsi, les participants de ce forum pensent à l'éducation des citoyens sur les valeurs et cultures Sénégalaises.

Par ailleurs, le contenu de la banderole pourrait aussi porter les indications suivantes :

“ Je suis citoyen Sénégalais, je retourne à ma culture et à mes valeurs pour combattre la corruption ”

❖ DAKAR

L'antenne régionale des Acteurs Non Étatiques de Dakar a organisé une journée de mobilisation sociale le Samedi 20 décembre 2014 au terrain de basket de la commune de Yeumbeul Nord qui a regroupé près de 500 participants.

Cérémonie officielle

Il revenait au Maire de la commune Yeumbeul Mr Daouda Ndiaye de souhaiter la bienvenue aux membres de l'OANEL 2C et du Ministère de la promotion de la bonne gouvernance. Dans son allocution, il a magnifié le choix de sa commune pour abriter une telle manifestation car dira-t-il la

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



lutte pour la transparence constitue un axe fondamental dans la politique qu'il est entrain de mener comme en atteste sa volonté d'instaurer le budget participatif au sein de la commune. A sa suite, le président de l'antenne régionale des ANE a remercié le Maire d'avoir accepté l'organisation de la journée dans sa commune. Il a salué l'esprit d'ouverture du Maire qui augure une belle collaboration. Avant de terminer, le président par ailleurs directeur exécutif de l'ONG ALPHADEV a vivement remercié les femmes et les jeunes pour leur forte mobilisation.



Mr Mor Diakhate a été vivement ovationné par les populations pour les nombreuses réalisations de son ONG dans l'arrondissement des Niayes en faveurs des femmes et des jeunes. En suite, il revenait au Président de l'OANEL 2 C, de saluer la présence du Maire et des conseillers et conseillères à cette importante manifestation. Il a fait un rappel sur le partenariat entre son organisation, le PGP/USAID et le Ministère de la promotion de la bonne gouvernance. Yeumbeul dira-t-il a réussi le pari de la mobilisation pour clôturer la série de foras tenus dans 05 régions du pays lors de cette campagne nationale.



Mor Diakhaté, Président de l'antenne PFANE de Dakar à l'extrême gauche, avec Mr Daouda Ndiaye, Maire de la Commune Yeumbeul Nord, à l'extrême gauche

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Enfin, Mr Ibrahima Dème, directeur de la promotion de la bonne gouvernance, après avoir salué la présence du Maire et magnifié la forte mobilisation des femmes et des jeunes, a expliqué les différents instruments de lutte contre la corruption mis en place par les autorités à savoir la création d'un Ministère pour la promotion de la bonne gouvernance, la création de l'OFNAC et la loi sur la déclaration du patrimoine.

Tout ce dispositif devrait être vulgarisé auprès des populations pour une meilleure appropriation des politiques publiques.

Il s'est engagé à revenir à Yeumbeul pour mieux échanger avec les femmes, les jeunes mais également les autorités locales sur la stratégie nationale de bonne gouvernance.

Il a pris l'engagement de ne ménager aucun effort pour faciliter la formation des femmes élues afin que la transparence devienne une réalité dans les collectivités locales.

La communication introductive

Il revenait à Aldiouma Sagna, vice président de l'OANEL 2C d'introduire le thème sur les coûts de la corruption. Après avoir rappelé le bien fondé de la campagne, il a mis en exergue les coûts politiques, économiques, sociaux et environnementaux de la corruption. Avec des exemples concrets, il a expliqué aux populations venues nombreuses les méfaits de la corruption dans leur vécu quotidien.

Après son exposé riche en enseignement, un débat est ouvert pour permettre aux participations de poser des questions ou de faire des témoignages. Ainsi les jeunes, les femmes et les notables ont pris la parole pour magnifier l'organisation de la journée mais également apporté des témoignages sur les cas de corruption vécus.

Clôture

Après avoir recueilli, la contribution des participations, le conférencier a apporté quelques éclaircissements tout en invitant les populations à rester déterminés pour la lutte contre la contribution.

Le mot de clôture a été prononcé par Mr Badiane président de l'OANEL 2C qui a remercié l'antenne régionale de Dakar pour la parfaite mobilisation mais également le Maire de Yeumbeul pour son implication dans la réussite de cette manifestation.

La cérémonie a pris fin à 19h10.

CONCLUSION

Les antennes régionales de la Plateforme des ANE ont réussi le défi de la mobilisation sociale dans les 5 régions ciblées par le projet. Les objectifs attendus ont ainsi pu être atteints, les coûts de la corruption au Sénégal, sont un sujet qui a reçu une excellente écoute de la part des populations. Beaucoup de questions ont été soulevées, telles que quels sont les moyens de lutter contre ce phénomène, doit-on dénoncer les faits de corruption avec les risques que cela peut engendrer pour le dénonciateur. Mais surtout, la plupart des réponses apportées par les intervenants a porté sur l'importance de l'éducation, de la citoyenneté, de l'instruction civique et du retour aux valeurs. Ainsi, il semble que les actions futures de l'OANEL2C devront mettre le focus sur des ateliers et fora d'éducation citoyenne en direction de toutes les cibles, enfants, jeunes, femmes, hommes. Il semble également que des vecteurs comme les chefs et autorités religieuses peuvent être utilisés pour davantage faire passer les messages.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Toutefois, la modicité des moyens a joué sur les conditions d'organisation des événements. Par exemple, l'absence de budget « photos, vidéos » et de budget « presse ». Il n'était pas non plus prévu dans les budgets de lignes pour indemniser les responsables des antennes qui avaient en charge la préparation et l'organisation de toutes les activités de terrain (courriers aux autorités, téléphone, transport....).

8.2. Les Caravanes de Sensibilisation à Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Kedougou et Dakar

Des caravanes ont été organisées dans les artères des capitales régionales avec les démembrements du conseil national de la jeunesse et les autres mouvements associatifs. La diversité des acteurs et leur ancrage communautaire permettront de toucher toutes les catégories sociales de la population. C'était un autre temps fort de la campagne de masse. Il s'est agi de mener une procession dans les artères des villes mais également dans les marchés hebdomadaires avec une forte animation publique pour véhiculer le message de la campagne. Des supports de communication (des flyers, t-shirts, des casquettes) pour la campagne ont été distribués afin que toute la population de la région soit touchée. Les antennes régionales de la PFANE ont été les maîtres d'œuvre de cette activité.

En développant une vaste campagne de masse dans les régions, le contact direct avec la population a été établi pour faire passer le message sur les coûts de la corruption.

Cette adhésion populaire devrait créer un déclic dans la conscience collective des populations prémisses d'un changement de comportement, ne serait-ce qu'en commençant à poser le débat au sein de la communauté.

Une délégation du comité de suivi et d'évaluation du programme est descendue sur le terrain pour appuyer les acteurs locaux.

Au niveau régional, la campagne s'est appuyée sur une multitude d'acteurs avec comme porte d'entrée les antennes de la Plateforme des ANE. Ces entités qui regroupent plusieurs OSC locales vont s'appuyer sur d'autres acteurs locaux actifs dans la lutte contre la corruption au niveau régional.

❖ ZIGUINCHOR

La région de Ziguinchor a démarré cette campagne dans l'après-midi du 03 décembre 2014 dans la commune de Ziguinchor par une caravane qui a pris départ à 15H au portail du lycée DJIGNANO pour emprunter l'avenue DJIGNABO et atterrir à la place de GAO en passant par le marché Saint-Maur, le carrefour de la station Esso et le rond-point Bellal LY avec des arrêts au lycée Djignabo, à la station radio ZIGFM, au siège de la Plateforme régionale des femmes pour la paix en Casamance, au marché Saint-Maur, au carrefour Esso et au rond-point Bellal LY.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption





Il s'agit d'une marche pacifique qui a vu la participation des ASC, ONG, Patronat, Syndicats Association, Groupement et Organisation. Les marcheurs étaient porteurs de messages d'informations, de sensibilisation et de plaidoyers sur les coûts de la corruption

- NB : dispositif mis en place : véhicule sonorisé, tee-shirt, casquettes, flyers



Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

A banner for the national campaign. It features a handprint logo with the text "JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION". Below the logo, it says "Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion". At the bottom, there are logos for USAID, fhi360, and OANEL2C. The text "Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance" is also present.



Concert de Rap dans les rues de Ziguinchor à la fin de la Caravane

❖ **KOLDA**

Comme prévu la Caravane s’est déroulée sous la conduite du responsable Régional de la convention des jeunes de Kolda avec la participation des membres de l’Observatoire à partir de 16 heures le 05 décembre 2014.

Toutes les grandes artères de Kolda ont été sillonnées et les messages ont été bien passés en langues vernaculaires Poular et Mandingue, le français et le wolof n’ont pas été en reste.

La caravane a pris fin à 22 heures ; les résultats escomptés ont été atteints selon notre évaluation faite la nuit à l’Hôtel.

❖ **TAMBACOUNDA**

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID, fhi360, OANEL2C

Dans le cadre de la mise en œuvre de la campagne de sensibilisation sur les coûts de la corruption, l’antenne régionale de Tambacounda, PFANE/OANEL2C a organisé le lundi 08 décembre 2014 une caravane à travers les artères principales de la ville.

Les résultats attendus que l’antenne de Tambacounda s’étaient fixés à travers l’organisation de sa caravane:

- a. Les populations rencontrées le long du parcours du stop Abdou Cissokho à la Gouvernance en passant par la gare routière de Kothiyary sont informées et sensibilisées sur les coûts de la corruption
- b. Le nombre d’acteurs impliqués dans la lutte contre la corruption a augmenté dans les régions ciblées

Déroulement

Un véhicule sonorisé a été loué pour faire le parcours avec des chassons d’artistes locaux et nationaux avec des arrêts au niveau des points stratégiques pour distribuer des tee-shirts, des casquettes des flyers et de l’eau.



Au point de chute attendaient, l’Adjoint au Gouverneur chargé des affaires administratives, le Président de l’antenne et la délégation de supervision venue de Dakar et composée de Ibrahima DEME, Mor DIAKHATE, NdèyeNar BEYE et Aldiouma SAGNA.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption





❖ **KEDOUGOU**

Le dimanche 14 décembre 2014 c'est déroulée la caravane de sensibilisation sur le cout de la corruption au Sénégal. La caravane a pris départ à 8h 45 mn pour emprunter les artères principales de Kédougou.

Elle a regroupé une trentaine de personne vêtus de tee-shirt et de casquettes ; les caravaniers distribuer des flyers et scander quelques slogans pour dénoncer le maux que la corruption pouvait engendrer dans la région voir dans le pays.



L'axe de la caravane à savoir : la route de Ndadè Mayo pour aller vers le quartier Mosquée ensuite Dalaba ; pour reprendre la nationale en passant devant la gouvernance pour aller au quartier Dinguéssou puis LawolTamba avant de reprendre la nationale 7 et revenir à mairie de Kédougou à permis de sensibiliser le maximum de personnes .

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID, OANEL2C, fhi360



Entre autre fait marquant de cette caravane il faut noter à chaque grande intersection la caravane a pris la peine de marquer une pose pour expliquer aux gens qui prêtaient attention à cette démarche avant de nous encourager et remercier.

C'est ainsi qu'à douze heure neuf minutes à pris fin la caravane avec un sentiment de satisfaction. Avant la clôture le président régional de plate forme a tenu à remercier tous les acteurs qui y ont participé et surtout le bailleur à savoir l'USAID PGP pour leur soutien pour la réalisation de ces activités.

❖ DAKAR

L'antenne régionale des Acteurs Non Étatiques de Dakar a organisé une caravane dans la commune de Yeumbeul Nord.

La caravane a pris départ devant le siège de l'ONG ALPHADEV à Malika le samedi 20 décembre 2014 à 15h30 en présence de Mr Diakhaté Président de l'antenne régionale et une centaine de participants composés des élèves du centre d'apprentissage populaire, des parents d'élèves, des présidentes de groupements de femmes et quelques responsables du mouvement associatif local.

De Malika, la caravane s'est ébranlée avec Tali bu Xonq lieu de ralliement avec les autres participants venus de Ben Baraque.

La voiture sonorisée diffusait des messages tirés de l'étude sur les coûts de la corruption menée lors de cette campagne avec une bonne animation musicale.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID

fh360

OANEL2C



Arrivée à hauteur de la station de Total de Yeumbeul, les caravaniers sont descendus des véhicules pour continuer la caravane par une marche de 800m.



Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

STOP CORRUPTION

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID

fhi360

OANEL2C



A ce niveau, la délégation de l'OANEL 2C et du Ministère de la promotion de la bonne gouvernance s'est jointe aux marcheurs pour conduire la caravane jusqu'au terrain de Basket où devait se tenir la grande mobilisation sociale.

Durant tout le trajet des milliers de flyers ont été distribués aux populations rencontrées sur le chemin. Tous les participants avaient porté des tee-shirts et des casquettes pour mieux vulgariser les messages forts de la campagne.



La caravane a été accueillie à 17h15mn par le Maire de Yeumbeul Nord, venu présider la mobilisation sociale.

La caravane s'est déroulée dans de bonnes conditions malgré l'absence du service d'ordre et des autorités administratives locales.

Nous avons enregistré une forte participation des populations particulièrement les femmes et les jeunes.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

CONCLUSION

Les cinq antennes régionales de la Plateforme ont pu organiser des caravanes dans les rues de leurs villes. Pour Dakar, capitale, la Commune populaire de Yeumbeul Nord, dans la banlieue de Dakar, a permis de donner un cachet populaire et de toucher la base. Dans l'ensemble des régions, les caravanes ont été utilisées pour donner également l'information des autres activités prévues le jour même, soit le concert de rap, soit le forum. Dans l'ensemble, les populations sont sorties, et ont pu ainsi recevoir les flyers distribués tout au long des parcours.

9. LA CAMPAGNE MEDIATIQUE

9.1. l'émission télévisée

Une émission télévisée a été diffusée sur la Radio Télévision Sénégalaise (RTS), dans le cadre de l'émission "Takussan". Une émission d'environ une heure de temps. Le plateau TV était composé des invités suivants:

1. Mr Ibrahima Deme, Directeur de la Promotion de la Bonne Gouvernance, au Ministère en charge de la Bonne gouvernance
2. Mr Djibril Abdoul Aziz Badiane, Président de l'OANEL2C/PFANE
3. Mme Ndeye Nar Beye, Présidente de l'antenne régionale de Thies de la PFANE, membre du Comité de surveillance de l'OANEL2C
4. Mr Ababacar Ndiaye, Chargé de Programme gouvernance au PGP/USAID/FHI360

L'émission diffusée au mois de novembre 2014 a été rediffusée 2 fois, à des heures de forte audience (après le JT de 20 heures).

9.2. les émissions interactives

Objectifs spécifiques

- Informer et sensibiliser les citoyens sur les coûts de la corruption
- Accroître le nombre d'acteurs impliqués dans la sensibilisation sur les coûts de la corruption

Il s'agissait de mobiliser les radios communautaires pour mieux véhiculer le message de la campagne. Ces émissions ont animées par des personnes ressources de l'observatoire mais également par des experts locaux.

Pour plus d'efficacité, la stratégie retenue a été de contractualiser avec l'Union des Radios Communautaires du Sénégal (URAC), qui rassemble les Radios communautaires de l'ensemble du territoire sénégalais

Au niveau des régions, les radios communautaires constituent un vecteur important pour informer et sensibiliser les populations. Elles disposent d'un large audimat au niveau régional.

Au moins deux émissions inter actives ont été organisées dans chacune des cinq régions ciblées.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Ces émissions ont permis des débats très intéressants sur la corruption et ses leviers, et surtout de partager avec les citoyens à la base l'importance pour tous de s'attaquer à ce phénomène qui sape les fondements de la démocratie et de l'état de droit. Mais aussi, de développer ensemble des stratégies de lutte contre ce fléau.

Les enregistrements des émissions radio sont disponibles et peuvent servir de guides à l'élaboration de stratégies adaptées.

10. MISSION DE SUIVI ET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA CAMPAGNE PAR LE COMITE DE COORDINATION

Dans le cadre de la mise en œuvre de la campagne, l'OANEL-2C en accord avec le PGP, a mobilisé ses experts nationaux comme personne ressource pour accompagner le comité de suivi-évaluation sur le terrain.

Mandat des personnes ressources :

- Élaborer les TDR pour la mise en œuvre des activités de la campagne
- et coordonner les activités sur le terrain
- Planifier Mobiliser les consultants pour l'animation des différentes sessions de formation
- Informer tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la campagne
- Élaborer et mettre à la disposition du comité de suivi-évaluation les rapports techniques des différentes activités réalisées sur le terrain.
- Participer à toutes les rencontres du comité de suivi-évaluation de la campagne

Organisation de la mission des personnes ressources

Chaque personne ressources sera positionnée sur un axe. Ainsi, on aura :

Axe sud : Ziguinchor- Sédhiou

Axe est : Kédougou-Tamba

Axe centre : Dakar-Thiès

❖ AXE ZIGUINCHOR - KOLDA

du 2 au 4 décembre 2014, la mission de suivi de la Campagne, dirigée par Mr Dibril Badiane (ONDH), accompagné de Monsieur Babacar Owens Ndiaye (CSA), Moussa Lo (UNCM), et de Madame Ndeye Nar Beye (UNSAS), se sont rendus à Ziguinchor et à Kolda pour participer aux activités de mobilisation sociale organisées par les antennes régionales de la Plateforme ANE.

Une réunion de coordination s'est tenue à l'arrivée de la délégation dans les locaux de la Maison du Développement Communautaire, le lundi 2 décembre 2014 au soir en présence des représentants du PGP/USAID, Messieurs Ababacar Ndiaye et Mamadou Hamidou Diallo. L'agenda a ainsi pu être validé par l'équipe de supervision.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- La délégation a été reçue par Monsieur Cheikh Tidiane Dieng, Gouverneur de la région de Ziguinchor, le mardi 3 décembre 2014. Cette audience était inscrite dans les actions de plaidoyer auprès de l'ensemble des acteurs, notamment celles visant à sensibiliser les autorités administratives des régions visitées.
- La délégation a également participé à la caravane qui a sillonné les rues de Ziguinchor et a assisté au Concert de Rap.

La délégation a repris la route le 4 décembre 2014 au matin pour la ville de Kolda.

Une réunion technique s'est tenue le 5 décembre 2014 avec les responsables de l'antenne régionale, sous la houlette du président de l'Antenne, Mr Oumar Mballo. Le planning de la mission a pu être ainsi stabilisé.

L'équipe a participé à :

- une visite de courtoisie chez le Gouverneur de région;
- une émission radio;
- la mise en place de la cellule de veille et d'alerte de Kolda à la Chambre de Commerce de Kolda;
- la caravane sonorisée dans les rue de Kolda;
- le forum suivi du concert de Rap à l'Arène de Kolda.

Après une réunion d'évaluation le jeudi 6 décembre 2014, la mission a repris la route pour rentrer sur Dakar.

❖ AXE TAMBACOUNDA - KEDOUGOU:

Dans le cadre des activités de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer dans les régions de Tamba et de Kédougou, une mission du comité de suivi s'est rendue dans les dites régions dans la période du 08 au 12 décembre 2014.

La délégation était conduite par Mr Mor Diakhate, Président de l'antenne régionale de Dakar et comprenait entre autre membres Mr Ibrahima Dème du Ministère de la promotion de la bonne gouvernance, de l'intégration africaine et du NEPAD, Mr Aldiouma Sagna Vice Président de l'OANEL 2C et Mme Ndeye Nar Bèye Présidente de l'antenne régionale des ANE de Thiès.

La délégation a quitté Dakar le 08 décembre à 5h du matin pour rallier Tamba. Une escale de 30mn a été observée à Kaolack avant d'arriver à destination aux environs de 16h.

La délégation a pris ses quartiers au niveau de l'auberge du GADEC. Après les formalités d'enregistre et de réception des chambres, la délégation s'est entretien avec Mr Diallo, le représentant de l'antenne régionale des ANE.

Cet entretien a permis à la délégation d'apprécier le programme préparé par l'antenne régionale et recevoir les supports de communication pour la campagne. Ainsi, un lot de 200 tee-shirts, 200 casquettes, 500 flyers et 01 banderole a été au représentant de l'antenne.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Après avoir pris congé du représentant de l'antenne, la délégation s'est rendue à la Gouvernance pour une visite de courtoisie et de partage des activités prévues par l'antenne. La rencontre s'est en présence du Président de l'antenne régionale et de l'adjoint au gouverneur.

L'audience a permis à la délégation de présenter l'OANEL/2C ainsi que le programme de la campagne nationale.

Le gouverneur a magnifié le travail important de l'OANEL 2C qui entre en parfaite cohérence avec les orientations des pouvoirs publics.

A la fin de l'audience, le gouverneur ainsi que la délégation de Dakar se sont rendu aux portes de la gouvernance pour accueillir les caravaniers.

Le lendemain 9 décembre, la délégation s'est rendue à la mairie pour assister à la conférence publique sur les couts de la corruption.

La rencontre a été présidée par l'adjoint au gouverneur en présence des autorités municipales.

Mr Mor Diakhate a livré le message de l'OANEL 2C à l'endroit des autorités. Il revenait à Aldiouma Sagna, Ndeye Nar et à Ibrahima Dème de faire des présentations sur les couts de la corruption et sur les mécanismes de lutte mis en place par les autorités.

Un débat fructueux s'en est suivi et cela a permis à la délégation d'apporter certains éléments de clarification.

Après avoir clôturé le forum, la délégation a fait cap sur Kédougou.

La mission est arrivée à Kédougou aux environs de 17h30 pour se diriger vers l'auberge Thomas Sankara. Après avoir reçu les clés des chambres, la délégation s'est entretenue avec Mr Souleymane Diallo, Président de l'antenne régionale pour s'imprégner des activités prévues.

La délégation a remis au président de l'antenne, un lot de 200 tee shirt, 200 casquettes, 500 flyers et 01 banderoles a été au représentant de l'antenne.

Le lendemain 10 décembre, la mission s'est rendue à la gouvernance pour une visite de courtoisie auprès de l'autorité régionale.

La mission a été reçue par l'adjoint au gouverneur qui a salué le travail de l'observatoire et s'est engagé à apporter son soutien à l'antenne régionale.

Dans l'après midi, nous avons pris part au forum organisé par l'antenne régionale où la mission a fait deux communications sur les couts de la corruption et les mécanismes de lutte mis en place par le gouvernement.

Des débats riches et variés s'en sont suivis et la mission a apporté les clarifications utiles.

19h30, le gouverneur a procédé à la clôture du forum.

La radio communautaire de Kédougou a retransmis en direct le forum.

Conclusion

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



La mission s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes et les différentes activités planifiées par les antennes régionales ont été mises en œuvre.

Nous n'avons pas pu tenir les émissions avec les radios communautaires car celles identifiées sont très loin des capitales régionales. Pour Tamba, les deux radios sélectionnées se trouvent respectivement à Bakel et à Koussanar. Et pour Kédougou, la seconde radio est basée à Saraya.

11. MISE EN PLACE DES CELLULES DE VEILLE ET D'ALERTE

a. KOLDA:

Réunis à la salle de conférence de la Chambre de Commerce de Kolda, après les prières et les présentations des participants et des membres de la délégation, les débats ont suivi les exposés des membres de l'observatoire. Après ces échanges fructueux et intéressants, une pause café a été servie pour 15mn.



A la reprise, une liste de 20 personnes de différentes structures a été proposée et adoptée par les participants et après des remerciements de part et d'autre, la séance a été levée à 14 heures. Les émissions radios sont passées sur place avec l'observatoire et l'Antenne

b. KEDOUGOU

Le 11 décembre 2014 s'est tenue au siège KEOH à Kédougou la réunion constitutive de la cellule d'Alerte et de Veille sur les coûts de la corruption au Sénégal de 10h à 11h30.

Etait présents : les membres de la délégation du Ministère de la Bonne Gouvernance, les membres de la mission nationale de suivi de l'OANEL2C/PFANE, les chefs de services, la société civile (voir liste en annexe)

La réunion a été ouverte à 10h par le Directeur de la bonne gouvernance qui campé le format et la position de la cellule qui doit être une entité avec une autonomie de fonctionnement mais qui doit rendre compte au bureau régional ANE.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Après l'ouverture la délégation s'est retirée pour son retour de mission à Dakar.

Les travaux ont pris à 10h30 sous la modération de Mr Souleymane Diallo président de la plateforme ANE de Kédougou et le président de séance Mr Bocar Baïlla Diallo.

Plusieurs orateurs ont pris la parole dans les discussions et débats, mais la réunion a conclu que :

- La cellule peut être dimensionnée à 5 membres dont ; un président, deux vices présidents, deux secrétaires
- La cellule étant composée de membre de la société pourra tenir sa réunion au niveau des structures qui accepteront de lui prêter de local. KEOH est volontaire pour permettre à la cellule de tenir ses réunions à son siège.
- Les membres de la cellule sont élus par les participants présents/

A l'issue des votes la cellule de Veille et d'alerte sur la corruption est composée par :

- Président : Mr Bocar Baïllo Diallo
 - 1^{ère} vice présidente : Me Taïba Sidibé
 - 2^{ème} vice président M Yaya Badji
 - Secrétaire ; Mr Ousmane Ba
 - Secrétaire adjoint ; Babacar Ndao
- Sont membres de la cellule tous les participants présents qui ne figurent pas au bureau de cellule.

c. DAKAR

Le jeudi 18 décembre 2014 à 15h s'est tenue au siège de l'antenne régionale, la réunion de mise en place de la cellule d'alerte et de veill dans le cadre des activités de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer mise en œuvre en partenariat avec le Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance et le Programme Gouvernance et Paix (PGP) de L'USAID au Sénégal.

La rencontre a été présidée par Mr Aldiouma Sagna, Vice Président de l'OANEL 2C en présence des représentants des 04 départements de la région.

Après un tour de table pour la présentation des participants, il revenait au président de l'antenne de souhaiter la bienvenue aux différents participants et de revenir sur la mission de l'OANEL 2C ainsi que sur les objectifs de la campagne.

A sa suite Mr Sagna, est revenu sur la mission de la cellule ainsi sur son rôle dans l'information et la communication des populations.

La question de la dénonciation est largement revenue dans les débats mais l'assemblée a recommandé fortement aux membres de la cellule de travailler dans la sensibilisation des populations.

Après ces échanges riches, nous avons procédé à la désignation des membres de la cellule qui doit être composée de 20 personnes à raison de 05 par département.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



C'est ainsi que la cellule d'alerte et de veill de la région de Dakar a été mise en place et elle est composée de :

Département	Structure	Prénom et nom du représentant
Dakar	FAFS	Absa Ndiaye
	UNCAPPS	Rokhaya Suzanne Diouf
	APECSY	Binta Laye Ndoye
	CSA/régional	Ibrahima Gueye
	CMEA/Sénégal	Abdoul Wahéb Diop
Pikine	ALPHADEV	Oulimata Ndiaye
	ORCAV/Dakar	Robert Sow
	RECAN	Maimouna Diop
	CISD	Marc Ndom
	UDTS	Abdoul Aziz Sy
Rufisque	Forum Civil	Djibril Gueye
	Dekkil tefess	A compléter
	CV3A	Ibra Seck
	COLUPAS	A compléter
	UDEN	A compléter
Guédiawaye	SYNAPEFS	Aldiouma Sagna
	Action Emmergence	Amadou BA
	FGTS	Serigne Mor Dieye
	ONG DEFI	Ibrahima Lo
	AFMG	Soukeyna Diop

Après son installation, il a été demandé aux responsables de mettre à la disposition des membres de la cellule, les documents d'informations sur la campagne et sur le mode de structuration et de fonctionnement de l'organe.

Mme Maimouna Dieng SP/PF en clôturant a recommandé à ;l'antenne de travailler à une meilleure implication des organisations de base pour l'animation de la cellule.

d. ZIGUINCHOR:

La cellule d'alerte et de veille de la commune de Ziguinchor a été installée le 04 décembre 2014 dans une des salles du Conseil Départemental de Ziguinchor. Il en sera de même pour bientôt dans les autres collectivités locales de la région de Ziguinchor.

Il s'agit des espaces de rencontres et d'échanges qui permettront aux citoyens de prendre activement part aux activités de lutte contre la corruption.

Il s'agit aussi des espaces d'interpellation pour les populations et serviront de relais à la cellule régionale de gouvernance mise en place par les autorités.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Cette cellule d'alerte et de veille de la commune de Ziguinchor est dotée d'une unité de coordination et d'une feuille de route pour mener ses activités de post campagne. Elle a regroupé les OSC, les associations, les mouvements de jeunesse, les leaders d'opinion, les syndicats, le patronat, la presse...



Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

OANEL2C

USAID

fhi360



Rencontre avec le Gouverneur de Ziguinchor

e. THIES

Les organisations de la société civile de Thiès se sont réunies le 27 -12 -2014 à 15h à Cergy /Thiès pour la mise en place de la Cellule d'Alerte et de Veille après la réunion préparatoire du 20 – 12 – 2014.

La Présidente de la plate –forme des Acteurs non Etatiques de l'antenne locale de Thiès a au début de la séance, procédé à la présentation de l'OANEL 2C .Elle a expliqué l ' historique, les objectifs, les missions de l'OANEL 2C.

La présentation est suivie de discussions auxquelles les participants ont soit, pose des questions d'éclaircissements, soit renforcer avec des exemple du vécu quotidien.

Partage sur l'esprit de la cellule d'alerte et de veille

Dans un premier temps, la Présidente de la Plate –forme des Acteurs non Etatiques a d'abord insisté sur les notions d'éthique, de déontologie de moralité des différents membres devant constituer les membres de la cellule d'alerte, de veille de Thiès.

Ensuite elle est revenue sur la philosophie, l'esprit qui doit sous-tendre les principaux actes qui seront posés pour un bon fonctionnement de cette cellule.

Enfin il s'avère important de rappeler que la cellule ne s'attribue ni les fonctions, ni les prérogatives d'un gendarme où d'un policier ou même d'un procureur.....

La cellule se donne comme fonction d'orientation, de sensibilisation, d'accompagnement, de conseiller sur le phénomène aux impacts négatifs qu'est la corruption.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Mise en place du bureau

La Présidente avec beaucoup d'insistance, a tenu que le bureau soit assez souple pour un début avec seulement les postes standards pour une bonne performance, une indispensable efficacité, ainsi la Cellule d'Alerte et de Veille de Thiès est composée comme suit :

Coordinatrice : N' dèye Nar BEYE -Présidente Plate-forme AnE /Thiès

Secrétariat Général Chargé de l'administration : Alioune Thiam – Inspection d'Academie

Chargée Des Finances : Kene WADE : Enseignante

Chargés de l'organisation : Adjaratou Astou DIOP :Uden, Bineta Guèye :FAFS, Abdou Mbodj SENE : juriste

Le Bureau doit se réunir dès le début de l'année 2015 pour élaborer son Plan d'actions.

f. TAMBACOUNDA

Conformément a la programmation locale et aux termes de références, les personnalités ciblées pour faire partie de la Cellule d'Alerte et de Veille de Tambacounda se sont réunies ce samedi 10 janvier 2015 en vue de mettre en place ladite cellule.

Participation :

Sur les vingt (20) personnalités invitées, treize (13) ont pu participer à la rencontre tandis que sept (07) se sont excusées tout en confirmant leurs dispositions à s'investir.

Ordre du jour :

Un seul point est inscrit à l'ordre du jour c'est a dire la mise en place de la cellule d'alerte et de veille. En divers les participant(e)s ont échangé sur le fonctionnement de la structure à mettre en place.

Déroulement :

A l'entame de son propos, le Président de l'ARPFANE, membre du Comité de surveillance de l'OANEL2C a souhaité la bienvenue à toutes et à tous tout en les remerciant pour le temps qu'ils ont bien voulu accepter de consacrer à la campagne de sensibilisation sur les coûts de la corruption.

Il a ensuite fait la genèse du processus de mise en place de l'OANEL2C, de la collaboration avec l'USAID /PGP et le Ministère en charge de la bonne gouvernance tout en rappelant les péripéties de la campagne de sensibilisation à l'échelle régionale.

Suite à son introduction un tour de table a permis aux participant(e)s de prendre la parole pour faire part de leurs préoccupations. En plus des contributions de qualités les participant(e)s se sont posés des

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



questions sur les relations avec la cellule régionale de gouvernance, l'observatoire de la bonne gouvernance mis en place par le CONGAD et le fonctionnement de la cellule.

En guise de réponse, le Président invitera les membres de la CAV d'envisager les relations avec toutes les structures existantes en termes de complémentarité et non de compétition. S'agissant du fonctionnement, il dira qu'à l'heure actuelle, la CAV devra compter sur ses propres forces en attendant de savoir ce que le partenaire stratégique a prévu pour cela.

Structuration :

Pour démarrer, les participant(e)s ont retenu de choisir un Coordinateur et de différer la structuration à une date ultérieure, le temps d'évaluer les opportunités qui s'offrent à la CAV en matières de financement et d'activités.

Coordination :

A l'unanimité, les participant(e)s ont porté leur choix sur M. Bangaly DIALLO en sa qualité de membre du Comité de surveillance de l'OANEL2C comme Coordinateur de la CAV de Tambacounda. Tous les autres étant des membres de la CAV.

Perspectives :

Les participant(e)s après s'être félicités de la mise en place de la CAV, se sont engagés à accorder un peu de leur temps à celle-ci. Dans la mesure du possible une réunion mensuelle est prévue et à chaque fois que de besoin pour statuer sur un cas de corruption et donner l'avis de la CAV.

CONCLUSION:

Au total, 6 Cellules de veille et d'alerte ont pu être mises en place au lieu des 5 initialement prévues dans le programme. Ces Cellules devront jouer un rôle très important dans la poursuite de la Campagne. Des programmes de renforcement de capacités en matière de contrôle citoyen, budget participatif, veille citoyenne, devront être mis en oeuvre pour armer efficacement ces groupes de citoyennes et citoyens engagés dans le respect de la bonne gouvernance pour un meilleur accès des populations aux services sociaux de base.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



12. FORMATION DES FONCTIONNAIRES ET DES ACTEURS NON ETATIQUES SUR LES COÛTS DE LA CORRUPTION

A Dakar, Kolda, Tambacounda, Kédougou, Ziguinchor et Thies se sont tenus des ateliers de formation des fonctionnaires et des ANE sur les coûts de la corruption. Des modules ont été développés par les membres du Comité de Coordination et de suivi de la Campagne qui ont été transmis aux différents responsables d'antennes régionales et aux consultants régionaux qui les ont adaptés et renforcés pour répondre de façon plus approfondie aux besoins des participants.

A. DAKAR:

Le vendredi 30 décembre 2014 s'est tenu au Centre de Bopp, la session de formation des acteurs, organisée dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les couts de la corruption en partenariat avec.

Ouverture officielle de l'atelier

Il revenait à Mr Mor Diakhaté, président de l'antenne régionale de souhaiter la bienvenue aux participants qui ont bien voulu répondre à l'invitation de la plate forme.

Dans son allocution, il a fait un rappel historique sur la plate forme, qui est une organisation faitière regroupant trois grandes familles d'acteurs (OSC, organisations syndicales et le secteur privé). Elle a pour mission d'offrir un cadre approprié d'échanges et de solidarité entre acteurs non étatiques, en vue d'une participation citoyenne efficace aux politiques publiques et d'une meilleure contribution à la promotion de la bonne gouvernance.

Il a également fait la genèse du programme de sensibilisation sur les couts en rappelant les différentes activités menées à Dakar et dans les régions ciblées.

Avant de terminer, il a salué la présence des institutions et autorités locales présentes à ladite session. Sur ce, il a déclaré ouvert l'atelier de formation.

Démarrage des travaux

Il a débuté par une communication introduction Mr Aldiouma Sagna, vice président de l'OANEL 2C axée sur les couts de la corruption. Il a ainsi parlé des couts politiques, économiques, sociaux et environnementaux.

Sa communication a été complétée par celle de Djiby Gueye, consultant en bonne gouvernance et membre du forum civil. Il a donné des exemples sur les couts de la corruption et le classement de notre pays selon Transparency International.

Ces deux importantes communications ont été suivies d'un débat ouvert qui a permis aux participants d'interpeller les consultants sur un certain nombre de points à clarifier pour mieux comprendre les

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



concepts. Des contributions pertinentes ont été formulées par les participants allant dans le sens d'une meilleure prise de conscience des citoyens.



Dans leurs réponses, les consultants ont beaucoup insisté sur la collaboration entre acteurs étatiques et non étatiques pour une meilleure implication des populations dans la lutte contre la corruption.

Le consultant Djiby Gueye a introduit un module sur les mécanismes de lutte contre la corruption au Sénégal. Dans une approche participative et dynamique, il a amené les participants à définir la corruption et lister les différents instruments mis en place par le Sénégal.

Beaucoup d'anecdotes ont ponctué sa présentation.



Ensuite, il revenait à Aldiouma Sagna, de parler des missions de l'OFNAC, qui est un des instruments clé mis en place pour lutter contre la corruption. Il a également évoqué la genèse de l'OANEL 2C qui est un outil mis en place par la plate forme des ANE pour participer à la lutte contre corruption. Il a rappelé les

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID

fhi360

OANEL2C

actions phares mises en œuvre par l'organisme depuis son lancement en aout 2012 en présence du Premier Ministre de l'époque.



Ces deux importantes communications ont suivies d'un tour de table pour permettre à chaque participant de partager ses préoccupations par rapport au thème.

Ils ont tous souligné la qualité des présentations et se sont réjouis d'être invités par l'antenne régionale de la plate forme.



Ils ont insisté sur la nécessité de poursuivre le travail d'information et de sensibilisation à l'endroit des populations afin que ces dernières s'approprient les instruments mis en place par les autorités publiques.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

OANEL2C

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID

fhi360



Quelques questions de clarifications ont été posées relatives à la poursuite de la campagne a niveau des départements.

Sur toutes ces préoccupations, les consultants ont apporté des clarifications.

Clôture de l'atelier

Il revenait au Président de l'antenne de prononcer le mot de clôture dans lequel, il a remercié vivement les services étatiques présents à la session ainsi que les collectivités locales(section de recherche de la gendarmerie, les villes de Pikine et de Dakar, l'IA de Dakar).

Il s'est engagé au nom de l'antenne à poursuivre cette belle collaboration entre acteurs étatiques et non étatiques de la région de Dakar.

Ila également remercié les ANE présents et une mention spéciale aux consultants pour la qualité des modules présentés.

B. KOLDA:

OBJECTIFS DE LA SESSION DE FORMATION :

Cette session de formation s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la campagne sur les couts de la corruption initiée par l'Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la transparence, la corruption et la concussion (OANEL-2C) en partenariat avec le Programme Gouvernance et Paix (PGP) de l'USAID au Sénégal. La campagne cherche à accroitre la prise de conscience des citoyens envers la corruption à travers l'information, la sensibilisation et le plaidoyer sur les coûts de corruption dans quatre secteurs de la population en ciblant de façon particulière le public, mais aussi le gouvernement et les acteurs non-étatiques.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Objectif principal : contribuer à l'accroissement de la prise de conscience citoyenne par le renforcement de capacités des acteurs du secteur public, privé et de la société civile sur les méfaits, couts et stratégies de lutte contre la corruption.

Objectifs spécifiques :

- Renforcer les capacités de 25 acteurs de différents secteurs sur les outils, comportements et valeurs pour lutter efficacement contre la corruption
- Harmoniser les niveaux d'information pour favoriser une synergie d'action de lutte contre la corruption
- Fournir aux acteurs les ressources et documentations nécessaires pour influencer les changements souhaités en matière d'éthique, de leadership et de bonne gouvernance.

RESULTATS ATTENDUS

Au terme de la formation :

- 25 acteurs constitués de fonctionnaires de l'Etat (éducation, santé, justice), des agents des collectivités locales et des membres organisations de la société civile, ont bénéficié d'un renforcement de leurs connaissances, compétences et ont partagé les outils, comportements et valeurs pour lutter efficacement contre la corruption
- Les différentes composantes des acteurs du public, du privé et de la société civile ont partagé et harmonisé leurs outils et stratégies pour lutter en synergie contre la corruption
- Les ressources, instruments et documentations ont été partagés pour promouvoir des changements souhaités en matière d'éthique, de leadership et de bonne gouvernance

METHODOLOGIE

Pour faciliter le partage les formateurs on développé les modules selon une approche andragogique, interactive et itérative. Les séances sont ainsi constituées de :

- Brise-glace : pour favoriser l'esprit d'équipe et de détente surtout avant ou après une activité
- Brainstorming : pour susciter le partage des expériences, connaitre les prédispositions et pré-requis par le biais de questions-réponses, de discussions etc.
- Exposés oraux des facilitateurs sur les modules (sur diapositive) pour partager et discuter les contenus
- Travaux de groupes suivis de plénières de restitutions sur les études de cas
- Apport d'informations des formateurs par activité ou masse développée
- Evaluation : pour mieux fixer des acquisitions principales ou vérifier les niveaux de compréhension

Dès l'entame de l'atelier, les participants ont été amenés à formuler des attentes qui se résument ainsi :

- Etre mieux outillé
- Etre capable de faire un plaidoyer

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- Maitriser les textes
- Se mettre à niveau sur la passation transparente des marchés publics
- Mieux accompagner la structure pour éviter les dérives
- Connaitre les fondements et conduite du contrôle citoyen
- Connaitre les règles de base d'une gestion transparente

L'atelier a démarré par une cérémonie d'ouverture marquée par les allocutions d'un adjoint au Maire, du Président de l'antenne régionale et du Secrétaire Général du Conseil départemental.

La séance d'ouverture est suivie d'une présentation des TDR de la formation notamment les objectifs, résultats attendus et la méthodologie. De même le chronogramme a aussi été partagé et validé. Auparavant les participants se sont présentés en binôme et ont formulé des attentes sur la formation. Des informations ont aussi été apportées par les organisateurs sur les modalités pratiques de l'atelier (remboursement de transport, restauration...)

Deux (2) modules ont faits l'objet de présentations interactives suivies de travaux de groupes et d'échanges discussions. Il s'agit de la corruption facteurs bloquant du développement et des instruments de lutte contre la corruption.

Après une brève séance d'évaluation, l'atelier a été clôturé par les mots de remerciements du Président de l'antenne régionale, les bonnes impressions du représentant des participants et des autorités présentes.



RESUME DES CONTENUS PARTAGES :

- **MODULE 1 : la corruption facteurs bloquant du développement**

Les formateurs ont commencé par présenter le contexte de la corruption. Ils ont ensuite montré les caractéristiques et cité des définitions comme celles de *Transparency International* qui traduit la corruption comme « l'abus de pouvoir reçu en délégation à des fins privées ».

Les facteurs d'échec ont été partagés comme obstacles à la lutte contre la corruption et l'amélioration de la RTI (redevabilité, transparence et intégrité (RTI)).

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

L'impact négatif de la corruption sur le développement, ses causes, ses manifestations et ses conséquences ont aussi fait l'objet d'une revue. C'est ainsi que la corruption a été présentée comme le fléau qui:

- Détourne les recettes de l'État et réduit les dépenses sociales
- Diminue l'efficacité des règlements officiels
- Favorise l'impunité des coupables et réduit l'intégrité des pouvoirs publics.
- Porte atteinte aux droits de l'homme

Il a été cependant précisé et souligné avec les participants qu'il n'existe pas de modèle unique de lutte contre la corruption et bien que les meilleures pratiques puissent fournir des orientations, elles ne sont pas applicables sans adaptation à la spécificité de chaque pays

Auparavant les cinq composantes de la stratégie de lutte ont fait l'objet de partages. Il s'agit de la prévention, de l'application des lois et règlements, de la participation du public et formation de coalitions, du renforcement des institutions nationales garantes de l'intégrité et de la coopération avec la communauté internationale.

- **MODULE 2 : Les instruments de lutte contre la corruption :**

Les consultants ont présenté les instruments de lutte contre la corruption. Ainsi, les cadres juridiques, législatifs et institutionnels ont été partagés avec l'ensemble des participants par les formateurs.

Il s'agit notamment des dispositions internationales qui ont été cités avec leurs références comme la convention des nations unies contre la corruption , la convention des nations unies contre la criminalité transnationale organisée et ses deux protocoles additionnels, la convention de l'Union Africaine sur la prévention de la corruption , le protocole de Dakar des pays membres de la CDEAO sur la lutte contre la corruption .

Au plan national de nombreuses mesures montrent que des efforts ont été faits en matière de dispositions légales et institutionnelles. Il s'agit notamment de celles relatives à l'enrichissement illicite, à la création de la cour de l'enrichissement illicite, à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur para public et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant d'un concours financier de la puissance publique, à la cour des comptes, à la lutte contre le blanchiment des capitaux , au code de transparence dans la dans la gestion des finances publiques à la création de l'OFNAC, du CENTIF, sur la charte de transparence et d'éthique en matière de marché public, à la création de l'autorité de régulation des marchés publics(ARMP), sur le code des marchés publics, sur le nouveau code des marchés publics....

Il a été porté à l'attention des participants que parmi les efforts consentis par le Sénégal figure l'érection d'un département ministériel exclusivement chargé de la promotion de la bonne gouvernance, la une stratégie nationale de bonne gouvernance fondée sur les principes de responsabilité, d'équité, d'efficacité et de transparence et qui comporte six (6) composantes à savoir: l'amélioration de la qualité du service public, la gouvernance économique et financière, la gouvernance judiciaire, la gouvernance locale, l'amélioration de la qualité du travail parlementaire et le développement des technologies de l'information et de la communication

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



D'autres organes ont également été rappelés place comme la commission nationale de lutte contre la non-transparence.

A noter le renforcement des organes juridictionnels de lutte contre la corruption par la réforme de la cour des comptes et la réactivation de la cours de répression de l'enrichissement.

Comme mesure pratique, il a été partagé en exemple l'audit biométrique et physique de la fonction publique qui a révélé plusieurs irrégularités.

- **PRODUCTIONS DES TRAVAUX ET PLENIERES :**

Les interventions des participations sont faits dans le cadre des discussions des contenus, des travaux de groupes et des plénières.



- **DISCUSSIONS SUR LES CONTENUS**

Les participants, s'appuyant sur leur vécu au quotidien (cf. consigne) ont énuméré des mesures complémentaires pour éradiquer la corruption. Selon eux, le gouvernement et les institutions doivent :

- Diffuser et rendre accessible par les populations les différents codes minier, forestier, des marchés, de la transparence etc.
- Améliorer les conditions de travail des fonctionnaires et des agents qui travaillent au service de l'Etat et des collectivités
- Renforcer le dispositif de contrôle en renforçant le « contrôle des contrôleurs »
- Adapter les procédures et mesures réglementaires pour prévenir les pratiques de fraudes et de corruption
- Renforcer les mécanismes de contrôle citoyen
- Créer des coopérations horizontales entre les acteurs non étatiques et les acteurs étatiques
- Assurer une meilleure protection des personnes qui luttent contre la corruption
- Renforcer les moyens des institutions
- Accorder plus de foi et de poids au mérite et à la concurrence loyale
- Renforcer la démocratie, la citoyenneté et le dialogue social

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

2014 2015

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID OANEL2C fhi360

Dans un autre plan, des secteurs à fort taux de corruption ont été identifiés par les participants qui se sont appuyés sur leur contexte quotidien local marqué par la déforestation, la proximité avec les frontières de pays voisins et la circulation routière. Des secteurs comme la police, le service des Eaux et forêts, la gestion des domaines et du foncier, l'éducation, la santé ont été cités.

Quant à la pertinence du dispositif mise en place de lutte contre la corruption, les appréciations suivantes sont ressorties :

- Les textes sont souvent très avancés mais c'est au niveau de l'application que sa pose problème
- L'absence de suivi des décisions
- L'absence de suite des plaintes
- La faiblesse des voies et moyens de recours
- Trop de politisation

La discussion a aussi porté sur :

- Le sens éthique des personnes car a dit un participant « ce sont les hommes qui font les textes, mais la meilleure loi reste l'homme lui-même »;
- La valeur du serment, qui apparait aux yeux des citoyens comme désacralisé
- Le rôle des guides religieux et des leaders d'opinions sur la sensibilisation
- La nécessité de mettre un accent sur les jeunes
- La sanction est elle similaire entre le corrupteur et le corrompu
- La corruption est culturelle, problème d'ignorance,
- Le rôle de l'éducation dans la maîtrise des textes réglementaires, introduire dans les programmes les programmes d'éducation à la base contre la corruption. Doter les parents de compétences pour éduquer leurs enfants.
- La place de l'école qui doit être suffisamment outillée pour jouer son rôle car pou certains, la corruption c'est depuis corruption depuis le bas âge, la tricherie commence depuis l'école
- La place des religieux car de plus en plus l'on constate que dans les lieux de cultes ce sont les personnes qui sont bien habillées qui sont les plus vénérées, comme si nous nous vivons dans des sociétés de mensonges.
- On doit bannir de la société la mentalité d'une société où l'on dit « khaliss ken dou ko ligey dégn koy lidiènti »
- Nos langues ont des manières propres de designer la corruption comme « doukKou » terme pullar.
- La place des médiats et de la société civile

• ETUDE DE CAS :

Deux cas ont été présentés aux participants qui devraient l'analyser et formuler les conduites à tenir (cf. exposé des cas et consignes). Le premier cas mettait en cause un fonctionnaire (policier) impliqué dans un fait de corruption à la suite du viol d'une fille et le second la corruption dans la passation de marchés constatée après la construction en mauvais état de route.

CAS 1 : FAIT DE CORRUPTION APRES UN CAS DE VIOL

S'agissant du premier cas, le groupe a noté un fait avéré de corruption du fait de l'acceptation par un représentant de la loi de l'argent pour obtenir la libération du garçons prévenus pour viol. Toutefois le cas pourrait être porté à un échelon supérieur notamment auprès du procureur.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Dans les cotextes locaux les participants ont révélé que d'habitude les conduites sont passives au sein de la société ou prédomine l'ignorance, la peur de l'autorité, la peur des sanctions, l'absence de solidarité, l'étouffement, l'arrangement... Selon les participants il est également difficile de faire valoir les preuves pour les cas de corruption.

C'est pourquoi pour une stratégie efficace de prévention, les participants préconisent des mesures incitatives et éducatives. Il faut donc mettre l'accent sur l'information des populations sur leurs droits et devoirs, la prévention par la motivation au travail, l'amélioration des procédures et conditions de travail et les récompenses.

CAS 2 : CORRUPTION DANS LA PASSATION DE MARCHE POUR LA CONSTRUCTION DE ROUTE

S'agissant du second cas, il a été relevé un respect notoire des règles de transparence à l'origine du mauvais état des routes. La garantie des conditionnalités n'a pas été mis en avant au regard de la non objectivité des critères de qualification et de la complicité qui a bénéficié à l'entrepreneur qui demeure pourtant le responsable visible.

Pour les participants, il s'agit comme conduite de poursuivre le mis en causes et ses complices auprès des structures compétentes. Des actions de plaidoyer sont aussi à mener avec la société civile avec une forte médiatisation pour exiger réparation.

Les participants du dit group ont également noté beaucoup de dysfonctionnements similaires dans un contexte local comme :

- Le non-respect des délais
- La surfacturation
- Les prestations fictives
- Les prête-noms
- Les doublons
- Le copinage

• SYNTHÈSE DE LA PLENIÈRE SUR LES ETUDES DE CAS

Il est ressorti des plénières que dans les deux cas comme dans les situations de corruption de manière générale, nous sommes en face de jeu d'acteurs actifs ou passifs, impliqués ou non impliqués, caché ou visible, intermédiaire ou témoin ect). Le degré de vulnérabilité (personnalités, failles du système...) constitue aussi des éléments à tenir compte pour mieux comprendre les pratiques de corruption. Enfin il y'a que c'est aussi un système souvent informel qui ne laisse pas de trace mais qui est bien organisé, réseauté.

D'où l'importance d'avoir des conduites adaptées selon les situations et l'ampleur :

Plusieurs approches peuvent être développées dont la prévention, la dénonciation (anonymes, ouvertes, solidaires), l'éducation, l'alerte et le contrôle citoyen de l'action publique (CCAP), le plaidoyer, le lobbying, la répression (Etat), le contrôle ou audit (mais il faut être habilité, compétent ou légitimé), l'utilisation des plaintes ou voies de recours (procureur... conseil d'Etat...). Il faut cependant disposer de ressources : connaissances des lois, de moyens, de patience et faire preuve de discernement pour éviter la personnalisation.

Ce que les formateurs ont résumé en 8 possibilités d'actions :

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- Pertinence (justifier l'action et son utilité publique))
- Précautions (connaître les lois, dispositions, procédures...)
- Preuve (documenter, les traces, éviter la fausse diffusion, la diffamation)
- Protection (Sécurité des personnes impliquées ou affectées
- Paliers (connaître les paliers, Connaître les voies de recours
- Personnes impliquées (réseau ou niveau de dangerosité
- Plaintes formelles (hiérarchies, compétences, procureur, medias)
- Populations (mobiliser le grand nombre sur la cause, démontrer sa justesse et son impersonnalité)

• **RECOMMANDATIONS GENERALES**

- Allonger la durée de la formation en trois (3) jours vu l'importance et l'étendue du sujet
- Démultiplier la formation par le renforcement de capacités au sein des structures de bases
- Former les membres du comité de veille
- Doter le comité local de veille de ressources pour fonctionner
- Mettre à contribution les nouvelles technologies de l'information et de la communication
- Inscrire dans les budgets des collectivités des fonds d'appui à la société civile pour faciliter la pérennisation des bonnes pratiques
- Organiser à l'endroit des acteurs une formation sur la passation des marchés, le code des marchés et de la transparence
- Renforcer la synergie d'action au sein des organisations de la société civile et entre acteurs des secteurs publics et privés.
- Développer des programmes en faveur des jeunes

• **EVALUATION DE L'ATELIER**

A la fin de l'atelier l'appréciation des participants consignés de manière anonyme sur une grille d'évaluation (padex) a donné le tableau suivant :

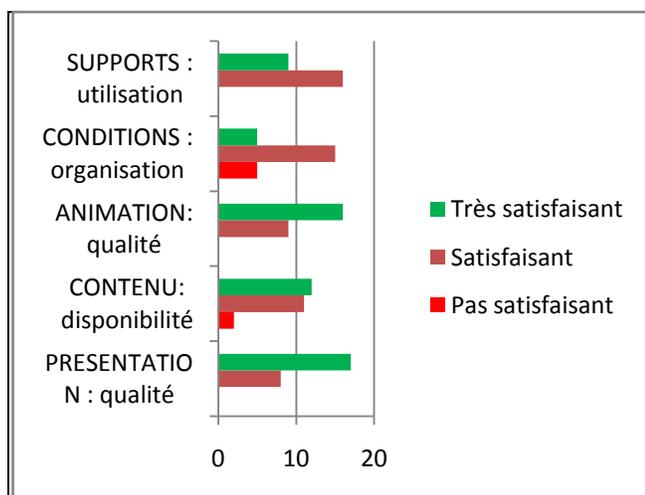


Figure 1 GRILLE EVALUATION PARTICIPANTS

C. THIES

L'observatoire de lutte contre la corruption la non transparence et la concussion OANEL2C a tenu le 30 décembre 2014 un atelier d'une journée au siège du Programme de Coopération Décentralisé : Thiès-Cergy pour partager sur les facteurs bloquant et sur les instruments de lutte contre la corruption.

L'atelier s'est tenu sous la présidence effective de Monsieur Talla Sylla, Maire de la Commune de Thies.



L'atelier a démarré par le mot de bienvenue de la Coordinatrice Régionale Madame Ndèye Nar Bèye, qui après avoir souhaité la bienvenue aux participants est revenue sur l'objectif de la formation qui est d'amener les populations à une meilleure prise de conscience à travers l'information, la sensibilisation et le plaidoyer sur les couts de corruption. Quatre secteurs des services déconcentrés de l'Etat sont cibles a savoir les secteurs de l'éducation ,de la sante ,de la justice , des collectivités locales , les acteurs non-étatiques...

L'OANEL 2c a appuyé et accompagne l'observatoire dans la mise en œuvre des activités dont ; les Productions artistiques avec l'organisation de concert de RAP a la place Agora de thies ,des articles de presse écrites ,des stratégies de mises en œuvre pour atteindre les objectifs communicationnels, des émissions radio à Coorkat FM.

L'atelier d'aujourd'hui permettra de mieux cerner les couts politiques , sociaux ,économiques ,environnementaux de la corruption et leurs impacts négatifs sur les finances de l'Etat mais aussi comment ils réduisent la capacité de l'Etat d'investir dans le développement.

Mme la coordonnatrice attend des recommandations fortes au sortir de l'atelier allant dans le sens de la réduction de la pauvreté.

Ensuite le Maire de la Ville de Thiès qui a présidé la cérémonie d'ouverture de l'atelier a, au nom des maires des communes d'arrondissement qu'il représentait, fait un discours historique sur la corruption, très apprécié par les participants (voir en annexe)

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



I. PRESENTATION DU PREMIER MODULE

Mr.le premier facilitateur de l' atelier à travers une carte de la planète a démontré l'ampleur de la corruption au niveau mondial que l'on trouve dans toutes les sociétés.

- 1) Il existe une pluralité de définitions de la corruption mais nous retiendrons celle qui considère la corruption comme : un Abus de pouvoir reçu en délégation.

Il a ensuite à travers un tableau, énoncé et définit les différentes formes de corruption

Concussion	Pantouflage	Détournement
Fraude	Népotisme	La perruque

Pour dire que la corruption est ancrée dans nos sociétés et on la légitime :

- *KUY XALAM DI CA JAAYU*
- *NGUUR LEK AK NAAN, FOLLIKU DAY BETTE*
- *LOXOY CADIOR DAY WESSAOO...*

Méfais de la corruption

Au plan Economique

Dans les secteurs des marchés publics, des assurances, des impôts, de la douane le Sénégal a perdu de 2007 à 2011 plus de 380 milliards, ces secteurs fortement sont coruptogènes.

Le rapport de l'ARMP qui met à nu l'ampleur de la corruption dans les services de l'Etat est abordé dans cette partie de la communication

La corruption agit négativement sur les stratégies d'attrait de l'investissement extérieur et intérieur,elle réduit les possibilités de l'Etat de jouer son rôle de développeur et ainsi, entraîne un handicap pour la compétitivité des entreprises et crée des disparités dans le partage des ressources nationales.

La corruption est un cercle vicieux

Au plan social

- La corruption est un drame .
- Elle détruit les valeurs
- Elle déshumanise l'individu ; il n'y'a plus de dignité humaine .
- Elle érode l'éthique
- Elle tue le goût de l'effort

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- La corruption accroît la pauvreté
- La corruption porte atteinte aux droits de l'homme

Stratégie de lutte contre la corruption

- Prévention
- Application des lois et règlements
- Participation du public et formation des coalitions

Le système national d'intégrité= M (monopole+D (discrétion) -R (Redevabilité)

BG (bonne Gouvernance== TE PEO

Transparence- Equité-Participation- Efficience, Obligation de Rendre Compte

Cette stratégie ne réussira que si elle est inculquée très tôt aux jeunes afin de les amener à se l'approprier et à la mettre en application dans toutes les actions qu'ils mèneront.



II. Présentation Module 2 : les instruments de lutte contre la corruption

Echanges et discussions

Plusieurs participants ont intervenu par rapport aux communications.

Ainsi une des participantes se félicite de la qualité des informations reçues mais elle s'inquiète car Mr le Maire a qualifié la corruption de cancer donc pour elle, il n'est pas possible de guérir la corruption surtout chez les adultes qui sont déjà atteints- Mais elle est rassurée quand Mr le facilitateur insiste dans sa communication à la formation des jeunes.

La corruption est ancrée dans nos mœurs ; des exemples de leur vécu sont partagés avec les seminaristes Une maman dont le fils est forcé de l'ordre est retiré de la circulation, est venue supplier son chef de le laisser à son poste parce qu'il est entrain de construire et il ne lui reste que

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



peu pour terminer la construction. Elle se demande si la promotion Canapé dont les femmes sont victimes peut être considérée comme corruption.

Elle appelle les citoyens à dénoncer toutes formes de corruption.

Certains dans leurs interventions souhaiteraient que le lien entre chantage et corruption soient plus perçus. D'autres se plaignent du fait que la société dévalorise la fonction Travail. Il nous faut revaloriser cette fonction.

Des fossoyeurs gagnent 2500F/jour malgré le travail pénible qu'ils abattent. Ils peuvent pas payer les problèmes d'études de leurs enfants, de nourriture ou de santé alors que parallèlement, il est souvent fréquent de voir des gens qui ne font rien et qui roulent en 4X4.

ceux qui corrompent par ignorance sont des analphabètes pense une intervenante. Elle souhaite alors que les guides prévus dans le cadre de cette campagne soient rédigés dans les autres langues codifiées du pays

Elle invite à la redynamisation des cellules de bonne gouvernance dirigées par les gouverneurs. et souhaite qu'on revienne de façon plus explicite sur le fonctionnement de la Cour des comptes.

Un intervenant souhaite la redéfinition de l'autorité publique de l'Etat en tant que prestataire de service. Il déplore l'échec des services publics et propose comme solution la réforme de l'Administration publique qui ne répond plus aux préoccupations des citoyens.



2) Réponses aux questions soulevées au cours des échanges

En ce qui concerne la promotion canapé, un lien peut être fait entre cette pratique et le chantage ; c'est la même chose que les NTS (Notes Sexuellement Transmissibles) ou MST (maladie sexuellement transmissible). Le socle de la Nation doit être valorisé en s'appuyant sur le travail, la justice et l'équité.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Certains s'indignent de la passivité des populations qui ne se sentent pas concernées par les problèmes de corruption.

Pour un meilleur équilibre de l'OFNAC, il a été aussi recommandé que la moitié des membres soit nommée par le Président de la République et l'autre moitié provient des autres corporations pour assurer l'équilibre

Les termes du langage juridique souvent inaccessibles à la majorité de la population doivent être revus pour une meilleure appropriation

Le respect des engagements internationaux de l'Etat est souhaité

Encourager l'intégrité dans le public

Promouvoir le contrôle citoyen ; ce contrôle doit avoir une démarche participative et assurer la transparence dans les affaires publiques

Travaux d'Ateliers



Deux groupes sont constitués :

Le 1^{er} groupe a comme consigne :

Identifier les secteurs à fort taux de corruption

-Pertinence du dispositif de lutte contre la corruption

-Mesures complémentaires pour éradiquer la corruption au niveau des gouvernements, des institutions s

Le groupe 2 : devait réfléchir sur

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- La disposition à prendre pour renforcer l'arsenal juridique de lutte contre la corruption
- Difficultés rencontrées dans l'exécution de ces dispositions
- Suggestion pour une meilleure gouvernance dans l'administration publique

Restitution des travaux de groupe

Groupe 1

Identification des secteurs à fort taux de corruption

- Le ministère des finances
- Le ministère de l'énergie et des mines
- Le ministère de la santé
- Le ministère de l'Education
- Le ministère des transports terrestres
- Le ministère de la Pêche
- Le ministère de la Justice
- Le ministère du Sport
- La Presse
- La Sécurité
- Las Collectivités locales

La pertinence du dispositif de lutte contre la corruption

- Le dispositif de lutte contre la corruption manque de pertinence et se révèle être insuffisant et peu performant
- Ce dispositif manque aussi de pouvoir créatif et parfois d'indépendance réelle

Mesure complémentaires pour éradiquer la corruption

Politique de sensibilisation

Campagne de plaidoyer

Une bonne communication

Eviter les lenteurs administratives

Moderniser les procédures avec la dématérialisation administrative

Réformer les Institutions

Déloger l'OFNAC et autres corps de contrôle de la Présidence

Revoir le mode de désignation des membres de ces dits corps de contrôle

Améliorer le curriculum de l'éducation et donner une place de choix à l'éducation à la citoyenneté

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption





Restitution travaux G2

1°/ dispositions à prendre pour renforcer l'arsenal juridique de lutte contre la corruption

- Renforcer l'indépendance de la justice et des institutions de lutte contre la corruption
- Les membres de ces institutions doivent provenir de différentes catégories socio professionnelles
- Créer des démembrements pour ces institutions au niveau local

2°/ Difficultés rencontrées dans l'exécution de ces dispositions

- Dépendance de ces institutions vis-à-vis de l'Exécutif
- Manque de ressources humaines, matérielles et financières
- Manque d'information et passivité des populations

3°/ Suggestion pour une meilleure gouvernance dans l'Administration Publique

- Renforcer la formation des agents publics
- Mettre l'accent sur la déontologie et l'éthique des corporations
- Simplification des procédures dans l'Administration Publique
- Renforcer le contrôle dans les administrations publiques (par l'utilisation des T.T.C)

Recommandation

- Instaurer un système rotatif dans l'Administration
- Lutter contre l'implication des religieux à la nomination des magistrats dans des postes de responsabilité (problème d'indépendance des juges)
- Revoir les modes de saisine de la CENTIF
- Veiller à ce que le Procureur saisit le juge pour enclenchement de la procédure de saisine après la saisine de la CENTIF

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- Permettre à la cour des comptes de pouvoir contourner le procureur si au bout d'une semaine ce dernier n'enclenche pas la procédure
- Eviter que des agents de l'Administration territoriale qui ont exercé des fonctions de préfet ou d'adjoint au gouverneur soient nommés gouverneur dans la même ville.
- Ouvrir à l'Assemblée Nationale et aux membres de partis de l'opposition les plus représentatifs le Conseil Supérieur de la Magistrature.
- Faire en sorte que les ordres de poursuite pour tout le monde proviennent de la Chambre d'accusation, du Parquet Général et de la Cour d'Appel.
- La redynamisation des Cellules Locales de Bonne Gouvernance dirigées par les Gouverneurs. Les participants ont unanimement salué la qualité et le caractère instructif des communications qu'ils ont souhaitées recevoir dans leurs mails.

Ils ont pris l'engagement de partager les acquis avec les autres collègues pour former un véritable front contre la corruption.

Le temps réservé à l'atelier est trop insuffisant pour permettre un diagnostic approfondi de différentes questions à examiner en atelier.

La journée est clôturée par des remerciements à l'endroit de tous les participants et les invite à venir travailler au sein de l'OANEL 2C.

D. TAMBACOUNDA

L'atelier régional des agents de l'Etat et des élus locaux de Tambacounda s'est tenu le Mercredi 31 Décembre 2014. Cette présente session, présidée par l'Adjoint au Gouverneur chargé du Développement a vu la participation de vingt-cinq acteurs (chefs de service régionaux, préfet de Tambacounda, Secrétaire Général Conseil Départemental de Tambacounda, Secrétaire Municipal de Tambacounda, acteurs de la société civile et Représentant de presse).

Objectif de la formation

La corruption, Avec ses coûts politiques, économiques, sociaux et environnementaux, nous affecte toutes et tous – à l'échelle locale, nationale et internationale – et nous met au défi d'y mettre fin. Partout dans le monde, les gouvernements, les entreprises et la société civile s'opposent à cet obstacle, à mesure qu'ils réalisent que la corruption va à l'encontre de nos valeurs et menace nos sociétés.

Elle sape la démocratie et l'état de droit, entraîne des violations des droits de l'homme, fausse le jeu des marchés, nuit à la qualité de la vie et crée un terrain propice à la criminalité organisée, au terrorisme et à d'autres phénomènes qui menacent l'humanité.

Face à cette situation qui nous interpelle toutes et tous, dans le cadre de la campagne de sensibilisation sur les coûts de la corruption, la PFANE/OANEL2C; l'USAID/PGP et le Ministère en charge de la bonne gouvernance ont retenu le renforcement des capacités des acteurs étatiques comme non étatiques.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



La présente session de formation vise à installer, développer et renforcer les compétences des différents acteurs afin de les outiller correctement pour qu'ils aient et/partagent des connaissances, comportements et valeurs pour leur permettre d'aborder dans leur travail les problématiques relatives à l'intégrité et la lutte contre la corruption.

Objectif d'apprentissage

Les participant(e)s auront acquis des connaissances, des compétences et des démarches nouvelles concernant la corruption et les approches de lutte contre celle-ci à un niveau qui leur permette de promouvoir des initiatives de lutte contre la corruption dans le contexte de la structure dans laquelle ils travaillent.

NB : Les attentes des participant(e)s sont totalement prises en charge par les objectifs de la formation.

Méthodologie

L'atelier s'est déroulé suivant une démarche participative et inclusive ponctuée par une alternance de présentations, de discussions, de séances de brainstorming en lieu et place des travaux d'ateliers prévus et de synthèses compte tenu du calendrier chargé des chefs de service régionaux en cette fin d'année.

Résultats obtenus

- ↳ Vingt-cinq (25) personnes composées des fonctionnaires d'état des services déconcentré, agents des collectivités locales et des organisations de la société civile seront formés sur les coûts de la corruption.
- ↳ Un cadre de gestion du changement en matière de lutte contre la corruption sera partagé.

Phase préparatoire

Dès la réception des termes de référence et du budget, le Bureau Exécutif Régional après avoir échangé, les a partagés, par mail avec les autorités administratives locales.

Une offre a aussitôt été lancée pour la facilitation de la présente session de formation suite de la sélection de deux profils qui semblaient coller le mieux parmi ceux qui ont postulé.

Une fois que les ressources ont été mises à disposition, une rencontre a été tenu avec le Gouverneur qui a responsabilisé l'Adjoint chargé du développement qui a aussitôt établi une convocation enregistrée sous le N°363/GRTC du 26 décembre 2014, après avoir retenu en commun accord la date du 31 décembre 2014 au lieu du 30 comme initialement prévu par le BER, date qui a coïncidé avec la réunion mensuelle des chefs de services régionaux.

Déroulement de l'atelier

L'atelier s'est déroulé conformément à l'agenda qui suit :

08H30-09H Accueil des participant(e)s

9h-09h30 Cérémonie d'ouverture

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- ↵ Mots de bienvenue du Maire de Tambacounda
- ↵ Allocution du Président de l'AR-PFANE
- ↵ Allocution du Président du Conseil départemental de Tambacounda
- ↵ Allocution d'ouverture du Gouverneur
- ↵ Présentation des participant(e)s

09h30-10h

- ↵ Présentation des objectifs de la formation
- ↵ Recueil des attentes des participant(e)s

10h-10h15 : Pause-café

10h15-13h

- ↵ Présentation du 1^{er} module :
 - La corruption : clarification conceptuelle ;
 - Présentation sommaire du phénomène de la corruption : politiques et pratiques de corruption; coûts de la corruption
 - Transparence, participation, responsabilité, intégrité et redevabilité dans la gestion des affaires publiques
- ↵ Discussions + Synthèse

13h -14h

- ↵ Présentation du 2nd module : Les instruments de lutte contre la corruption
- ↵ Discussions + Synthèse

14h-15h : Pause-déjeuner

15h – 16h Présentation du 3^e module : Cadre de gestion du changement en matière de lutte contre la corruption

- Discussions + Synthèse

16h – 16h30 Séances de brainstorming (dispositions à revoir ou à renforcer dans l'arsenal juridique, difficultés rencontrées dans la mise en œuvre, suggestions pour une meilleure gouvernance de l'administration publique); Restitution + Synthèse

16h30 – 17h : Cérémonie de clôture

- ↵ Synthèse des travaux
- ↵ Recommandations
- ↵ Lecture du rapport de l'Atelier
- ↵ Mot de remerciement du président de l'Antenne
- ↵ Mot du Gouverneur

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



NB : Thierno Mouadji DIARRA ayant eu un empêchement de dernière minute, Mme Hawa DIARRA l'a remplacé avant d'avoir elle-même un décès (sa nièce alité en Gambie depuis longtemps. Que la terre gambienne lui soit légère.

Prévue à 09 H, la cérémonie d'ouverture n'a pu démarrer qu'à 10H, du fait du retard accusé par des participant(e)s, les autorités et les organisateurs étant en place depuis 08 H 30mn. Cette présente séance a vu les allocution du Secrétaire municipal au nom du Maire, du Président de l'AR-PFANE, du Secrétaire Général du Conseil Départemental au nom du Président et de l'Adjoint au Gouverneur chargé du Développement, venu présider et participer à la session de formation.

Le Secrétaire municipal après avoir souhaité la bienvenue aux participant(e)s s'est félicité de la tenue de cette présente session de formation qui de son avis permettra à coût sure aux acteurs de prendre conscience de l'ampleur de la corruption mais aussi et surtout de faire reculer celle-ci.

Le Président de l'AR-PFANE, après avoir remercié les autorités pour leur disponibilité et leur implication effective depuis la phase de préparation jusqu'à ce jour. Il a rappelé que cette campagne de sensibilisation qui est le fruit d'un partenariat entre l'USAID/PGP, le Ministères en charge de la promotion de la bonne gouvernance et la PFANE à travers l'OANEL2C. Il est ensuite revenu sur les différentes activités qui ont ponctué celle-ci à l'échelle de la région de Tambacounda : un concert de rap, une caravane de sensibilisation à travers les grandes artères de la capitale régionale, le forum, la mise en place de la Cellule d'Alerte et de Veille (CAV) puis la présente session de formation destinée aux agents de l'Etat et des Collectivités locales.

Pour le Secrétaire Général du Conseil Départemental cette présente session viens à son heure, car une formation n'est jamais de trop d'une part et elle permettra aux participant(e)s de se renforcer mutuellement pour faire face à ce fléau mondial tout en invitant les uns et les autres à bien tenir compte de nos coutumes, de nos cultures et des privilèges qui pourraient découler des positions occupées.

L'Adjoint au Gouverneur en charge du développement, dira à l'entame de son propos que le hasard du calendrier fait que cet atelier se tient à la fin du mois de décembre, et lui offre donc l'occasion d'adresser aux participant(e)s ses vœux de bonne et heureuse année. Après avoir transmis les salutations chaleureuses de Monsieur Gabriel NDIAYE, Gouverneur de la Région de Tambacounda, il affirmera sans ambages que cette présente session est une initiative novatrice qui a pour objectif de renforcer nos capacités collectives à prendre en compte la lutte contre la corruption dans l'exercice de nos missions qui nous sont confiées par nos administrations respectives. Une telle approche est un élément stratégique, absolument essentiel pour la réussite de l'administration de développement auquel nous aspirons, aux fins d'amélioration des conditions de vie de la population et l'avènement d'un pays plus prospère capable d'assurer un futur décent à l'ensemble de nos compatriotes et, notamment les jeunes. Il exhortera en fin les participant(e)s à agir pour que les actions déjà menées par le Gouvernement dans la lutte contre la corruption puissent se renforcer et être plus efficaces pour que les investissements futurs aient un impact positif significatif rapide dans la vie et la survie de la population avant de déclarer ouverte la session de formation sur les coûts de la corruption.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



Après cette séance, il est revenu au facilitateur de faire une première présentation qui est articulée autour des points qui suivent :

- La corruption : clarification conceptuelle.
- Présentation sommaire du phénomène de la corruption : politiques et pratiques de corruption; coûts de la corruption.
- Transparence, participation, responsabilité, intégrité et redevabilité dans la gestion des affaires publiques.

Après cette présentation une pause-café a été observée au terme de laquelle des discussions qui ont l'intervention d'une dizaine de participant(e)s qui en plus de se féliciter de l'opportunité de la tenue de cette présente session mais aussi et surtout de la qualité de la présentation. Pour la plus part, ils ont fait des contributions de taille. Certains intervenant inviteront les acteurs à plus de vigilance car la corruption n'est pas que étatique, la société civile est interpellée, des mécanismes devront être mis en place pour lorgner du côté de celle-là même qui porte en bandoulière la lutte contre la corruption.

Après cette discussion passionnée mais riche en enseignement, l'Adjoint au Gouverneur en charge du Développement fera une synthèse avant de permettre au facilitateur de faire la seconde présentation sur les instruments juridiques. Cette séance a permis faire un tour d'horizon des instruments internationaux, continentaux et nationaux qui malgré leur ampleur et leur pertinence, la corruption persiste et impact négativement le développement de nos pays.

Suite à cette présentation, les participant(e)s à travers un brainstorming, le calendrier de permettant pas des travaux d'atelier, ont répondu aux questions suivantes :

- ✎ **D'après vous, quelles sont les dispositions qu'il faut revoir ou renforcer dans l'arsenal juridique sénégalais de lutte contre la corruption ?**
- ✎ **A votre avis, quelles sont les difficultés rencontrées dans l'exécution de ses dispositions ?**
- ✎ **Quelles suggestions faites-vous pour une meilleure gouvernance dans l'administration publique ?**

En règle générale tous ces instruments juridiques souffrent d'un déficit de vulgarisation mais aussi et surtout de l'effectivité de leur application qui est d'ailleurs à leur avis souvent sélective, à la tête du client. Ils ont aussi invité les facilitateurs à faire des propositions relatives à la manière de vaincre la corruption (objet de la prochaine séance).

C'est suite à cette séance que la pause-déjeuner est intervenu comme prévu dans le chronogramme.

Au retour de la pause le Facilitateur, en parfaite intelligence avec le besoin de changement exprimé par les participant(e)s pour vaincre la corruption proposera le module qui suit articulé autour des point suivants :

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- Introduction
- Remue-méninges
- Etre un leader du changement en matière de lutte contre la corruption
- Création du sentiment d'urgence
- Mise en place de l'équipe de pilotage
- Développement d'une vision et d'une stratégie
- Communiquer le changement de vision
- Responsabiliser les employés pour une large action
- Générer des victoires rapides)
- Consolider les gains et produire plus de changements
- Ancrer les nouvelles mesures dans la culture d'entreprise
- Récapitulation de la formation
- Conclusion

Le changement, le besoin de changement ou l'aspiration au changement, traverse aussi bien les citoyens pris individuellement que les groupes de citoyens à travers les organisations, les structures, les entreprises, les collectivités locales...

Pour en prendre la juste mesure, nous partagerons avec vous à travers ce module le cadre de gestion du changement, en huit étapes, préconisé par John Paul Kotter (né en 1948 professeur à la Harvard Business School.) dans son best-seller international "Leading Change« ; 1996, désormais un classique de la littérature du management pour ensemble faire face à ce fléau qui gangrène aussi bien le secteur public que privé.

Le temps ne permettant pas de développer, après la présentation du tableau de synthèse des huit (08) étapes, il a développé la première étape tout réaffirmant la disponibilité de l'AR-PFANE/OANEL2C à approfondir le module de formation avec toute entité demandeuse.

1. Mise en place d'un cadre de gestion du changement (secteur d'activité, service, structure...)	1 ^{ère} étape: Renforcer le sentiment d'urgence
	2 ^e étape: Mettre en place l'équipe de pilotage
2. Décider quoi faire en matière de promotion de la transparence de bonne gouvernance...	3 ^e étape: Créer une vision
3. Veiller à la réalisation de ce qu'on a décidé de faire (les tâches sont clairement réparties et chacun y joue pleinement son rôle)	4 ^e étape: Partager largement la vision
	5 ^e étape: Renforcer l'action
	6 ^e étape: Avoir des succès à court terme
4. Faire en sorte que ça dure (les attitudes et comportements après le naufrage du bateau le diola par exemple ont été éphémères...)	7 ^e étape: Consolider les améliorations obtenues
	8 ^e étape: Institutionnaliser les nouvelles approches

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



En l'absence du Gouverneur, le Préfet de Tambacounda a levé la séance tout en exhortant les participant(e)s à faire siennes les propositions de changement en matière de lutte contre la corruption ici présentées.

Recommandations

Entre autres recommandations, celles qui suivent ont été formulées par les participant(e)s :

- ☞ Consacrer plus de temps à une session de formation aussi importante que la présente et choisir des moments autre que la fin de l'année ;
- ☞ Mettre l'accent sur la sensibilisation des acteurs institutionnels comme non institutionnels et des populations en vulgarisant les instruments juridiques et les bonnes approches et/ou pratiques anti-corruption ;
- ☞ Encourager le partenariat entre l'Etat, les organisations locales et internationales comme celui qui a permis la tenue de cette campagne (Ministère en charge de la promotion de la bonne gouvernance, USAID/PGP et PAFANE-OANEL2C) tout en travaillant en synergie pour venir à bout de la corruption en mettant en avant dans les interventions de tous les jours société civile comme Etat et Collectivité Locales les concepts de : **transparence, participation, responsabilité, intégrité et redevabilité dans la gestion des affaires publiques**;
- ☞ Prêter une attention particulière à la passation des marchés publics porteurs de germes énormes de corruption

Conclusion

La session de formation des agents de l'Etat et des élus locaux sur les coûts de la corruption, qui a vu la participation de vingt-cinq (25) acteurs, tenue dans les locaux de la Gouvernance, s'est terminée sur une note de prière et d'espoir, espoir de voir les acteurs venir à bout de la corruption, phénomène mondial aux coûts multiples qui sape le développement économique et social des pays sous-développés.

A l'issu des travaux de la journée, l'AR-PFANE s'est engagée à accompagner les structures, services ou organisations qui le souhaitent à approfondir car une journée est très insuffisante pour des modules aussi précieux. Aux yeux des participant(e)s la session de formation leur a permis de renforcer leurs capacités et de partager de bonnes approches et ou des pratiques de lutte contre la corruption.

E. KEDOUGOU

Dans le cadre de la campagne de sensibilisation sur les coûts de la corruption, le bureau régional ANE et la cellule d'OANCL2 ont organisé à l'auberge Thomas SANKARA (annexe) une formation dont les cibles sont : les élus locaux ; les chefs de services régionaux et les acteurs de la société civile ce lundi 5 janvier 2015.

ORDRE DU JOUR :

1° Echange sur la corruption sous forme de travaux de deux groupes qui ont travaillé sur :

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- a. Quelle définition peut – on donner à la corruption ?
- b. Identifier les secteurs à fort taux de corruption ?
- c. Quels dispositifs le Sénégal a –t- il mis en place pour lutter contre la corruption ?

2° Restitution des travaux de groupe par les deux rapporteurs suivi de partage

3° Pause café

4° Exposé de deux modules par les deux formateurs (les modules sont transmis au participant par email)

5° ouverture des débats sur les travaux

6° discussion et synthèse

7° Clôture

8° déjeuner

Synthèse générale sur la formation :

Les travaux ont débuté à 10H35mn par le mot de bienvenue du président régional ANE Souleymane Diallo qui a remercié puis souhaité la bienvenue aux participants avant de proposer :

- Une liste des intervenants à l'ouverture
- un chronogramme de la journée et
- les conditions de prise en charges (pause-café, déjeuner, remboursement des transports aux participants).

Le Maire de la Commune de Fongolimbi a pris la parole aux noms des maires absents pour souhaiter aussi la bienvenue et bonne année 2015 aux participants, il aussi salué l'initiative de formation sous l'égide de la plate forme ANE. Il a exhorté les participants à bien suivre les contenus des modules du fait de l'importance des thèmes sur les couts de la corruption.

Le vice président du Conseil Départemental de Kédougou Mr Dembélé a procédé à l'ouverture de la séance au nom du Gouverneur absent.

Les participants ont discuté et adopté le chronogramme proposé.

Deux groupes constitués ont travaillé pendant 20mn sur les 3 points ci-après :

1. Quelle définition peut-on donner à la corruption ?
2. Identifier les secteurs à fort taux de corruption au Sénégal ?
3. Quels dispositifs le Sénégal a-t- il mis en place pour lutter contre la corruption ?

Une plénière a discuté et synthétisé les 3 points ainsi :

- ❖ Définition: Action permettant de faire bénéficier ou de recevoir des services ou des faveurs(ou en accepter) en utilisant des moyens illégaux. C'est un accord entre un corrupteur et un corrompu au détriment de la Loi.
- ❖ Les secteurs à fort taux de corruption sont nombreux :on en retient « les marchés publics, l'administration générale, les collectivités locales, la justice et les forces de sécurité, la politique....etc.
- ❖ Les dispositifs sont :

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



- La constitution
- Les chartes et accords internationaux
- Les textes de loi
- Les institutions de contrôle et de lutte (cour des comptes CREI ARMP OFNAC IGE ARTP la déclaration du patrimoine)

Projection et étude de modules de formation

Les formateurs MM :

- ✓ Inspecteur Gueye (IA)
- ✓ DialibaTandian (Kéoh)

Ont présenté successivement présentés par projection deux modules bien documentés sur « les définitions, les textes législatifs sur la corruption ». Ces documents de base sont envoyés par email aux participants.

Après les exposés des formateurs, des débats sont tenus sur les deux modules pendant 2 heures.

Il ressort des débats que :

- Les participants ont une bonne réaction sur le thème de la lutte contre la corruption
- Que les textes, accords et chartes sur la corruption existent
- Que l'Etat du Sénégal a pris toutes les dispositions anticorruption donc il faut en faire la sensibilisation auprès du public d'où la pertinence de cet atelier
- La société civile doit continuer à sensibiliser et à faire des investigations (cellule d'alerte et de Veil sur la corruption) mais avant tout il fallait mettre les participants à niveau « **savoir, savoir faire avant de savoir être** » et ensuite continuer à sensibiliser et porter le débat aux niveaux national et international.

Clôture de l'atelier

Le Président de la cellule de lutte contre les coûts de la corruption à Kédougou a précisé que cette lutte est demande sociale à laquelle il faut répondre : nos rapports seront pour outiller les gens et pour lutter contre la corruption.

Le vice président du conseil Départemental dans la clôture précise que :

- Les débats riches et contributifs témoignent l'intérêt de tous sur le thème
- Nous avons compris que la corruption est un fléau pour la société
- Qu'elle permet aux dirigeants en privilège de s'enrichir au détriment de la loi
- Il faut continuer la sensibilisation contre la corruption
- Il a aussi remercié la plate forme ANE de l'organisation de cet atelier et déclaré close la session de formation à 17H47m

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



F. ZIGUINCHOR

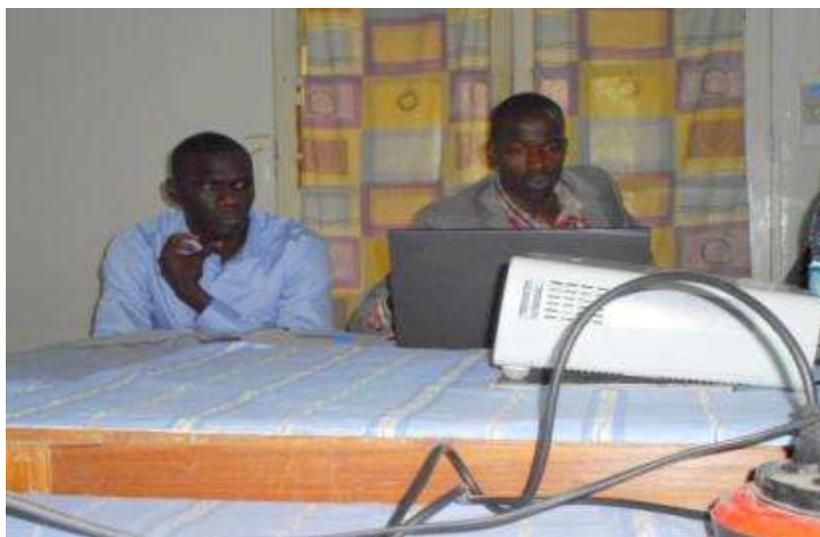
A l'image des régions ciblées pour l'organisation locale des journées d'informations et de plaidoyers sur les coûts de la corruption, celle de Ziguinchor a bien exécuté les activités inscrites dans ladite campagne.

Il s'agissait notamment de la réalisation à Ziguinchor d'une caravane, d'un concert de rap, d'une émission interactive locale, de l'installation d'une cellule d'alerte et de veille, de l'organisation d'un forum ou la journée de mobilisation sociale et la tenue de la session de formation sur les coûts de la corruption à Ziguinchor.

- Organisation de la session de formation, le 27 décembre 2014

Lieu : Centre d'affaires Point FOCAL, Ziguinchor

Formateurs : le greffier Karim DIOUF et le Juge Basirou GAYE



Formateurs : De (gauche à droite) : Karim DIOUF - Bassirou BA

Le samedi 27 décembre 2014 s'est tenue à Ziguinchor, au Point Focal, la session de formation sur les coûts de la corruption dans le monde et en particulier au Sénégal.

Parmi les participants à cette session de formation on peut noter :

- Des autorités administratives et locales
- Des organisations syndicales
- Des organisations de la société civile
- Des organisations patronales
- Des producteurs artistiques et culturels
- Des mouvements de jeunesse

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

A banner for the national campaign against corruption. It features the text: "Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance" on the left, a hand icon with "2014" in the center, and "OANEL2C" on the right. The main slogan is "« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »". Below it, it says "Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion". At the bottom, it reads "Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal". Logos for USAID, fhi360, and OANEL2C are also present.



La cérémonie d'ouverture à démarrer à 10h sous la présidence de Monsieur le Préfet du département de Ziguinchor en présence de l'honorable députée Rama DIATTA.



Présidium : de g à d : formateur, préfet, députée, Joseph Mendy, Inspecteur dev

Monsieur Joseph MENDY, président de l'antenne régionale de la plate forme des acteurs non étatiques (**PFANE**), dans sa communication introductive a rappelé que selon le rapport de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC), réalisée dans la période de début 2013 à fin 2014, le Sénégal est toujours dans la zone rouge des pays les plus touchés par la corruption.

Cette étude a révélé néanmoins que le Sénégal a fait une progression de deux points sur son score par rapport à l'année précédente.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID

fhi360

OANEL2C

Monsieur Joseph Mendy a aussi informé que l'Indice de Perception de la Corruption au Sénégal est toujours en dessous de la barre de 50 sur 100, la moyenne mondiale.

Par conséquent, le Sénégal reste donc dans le groupe des pays où la corruption reste importante en dépit même des efforts consentis ces dernières années comme l'illustre par ailleurs le score de 43 sur 100 contre 41 sur 100 en 2013 et 36 points sur 100 en 2012. Ceci signifie que le Sénégal pointe donc à la 10ème Africain et 79ème mondial.

Cependant, le score obtenu est beaucoup plus important que le classement. Ainsi les autorités étatiques doivent «tout faire pour sortir le Sénégal de la zone rouge». Autrement dit, à dépasser le score de 50 sur 100. «Aujourd'hui, force est de reconnaître que la petite corruption notée dans le secteur public demeure un des problèmes majeurs auquel l'Etat doit tenter d'apporter des réponses, en particulier au sein des partis politiques, des services de Police et de l'Appareil judiciaire. L'impératif de transparence doit présider l'action publique». C'est ce qui dire, Monsieur Said DIA, préfet du département de Ziguinchor, dans son allocution que l'actuel gouvernement travaille d'arrache-pied pour changer cette situation.

En effet, le régime de Macky Sall a réussi à faire progresser de deux points le score du Sénégal par rapport à l'année précédent.

Ce résultat est lié en grande partie à un certain nombre de mesures prises par les actuels tenants du pouvoir dont :

- la traque des biens dits mal acquis.
- l'adoption de la loi portant déclaration de patrimoine au mois de mars 2014
- la clarification et la publication des contrats entre l'administration publique et les entreprises publiques ou privées, notamment les entreprises d'exploitation de ressources naturelles et les entreprises exploitant des concessions de service public,

Monsieur le Préfet pense que ces mesures ci-dessus doivent être maintenues et consolidées et valent tant pour la procédure que pour son contenu



Suspension de la séance : Pause – café

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

OANEL2C

USAID

fhi360

Au sortir de la pause-café, les formateurs ont demandé aux participants de se présenter individuellement, puis les participants ont établis, d'un commun accord, les modalités de travail avant que Monsieur Boubou NIANE, le secrétaire Général de l'antenne régionale de la PFANE ne prenne la parole pour présenter l'agenda du jour et les conditions de prise en charge.

Dans le cadre de la méthodologie d'approche à utiliser lors de cette séance de formation sur les coûts de la corruption surtout au Sénégal, les formateurs se sont entendus avec les participants de faire participer tous les séminaristes par des questionnements, des travaux de groupes et des échanges d'expériences.

Démarrage de la formation et contenu du module sur les coûts de la corruption au Sénégal

Les formateurs ont abordé tour à tour avec les participants les notions ci-dessous :

- Le régime juridique de la corruption
- Les personnes visées
- L'élément matériel du fait de la corruption
- La corruption et les notions et concepts et termes voisins
- Les actes matériels
- La concussion
- Le détournement de deniers publics
- La répression de la corruption
- Le dispositif normatif interne
- Le dispositif institutionnel
- Les autorités administratives indépendantes
- L'autorité de régulation des marchés publics
- Les acteurs non étatiques de la lutte contre la corruption

L'utilisation de la méthode participative a permis aux formateurs de faire comprendre toutes les notions inscrites au sommaire

Les Groupes de travail



Groupe 1

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

OANEL2C

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID

fhi360



Groupe 2

Travaux de restitution



Restitution du travail du groupe 1

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

A banner for the national campaign against corruption in Senegal. It features the logo of the Ministry of African Integration, NEPAD, and the promotion of local governance. The slogan is « JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION ». Below the slogan, it says "Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion". At the bottom, there are logos for USAID, fh360, and OANEL2C. The text "Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal" is also present.



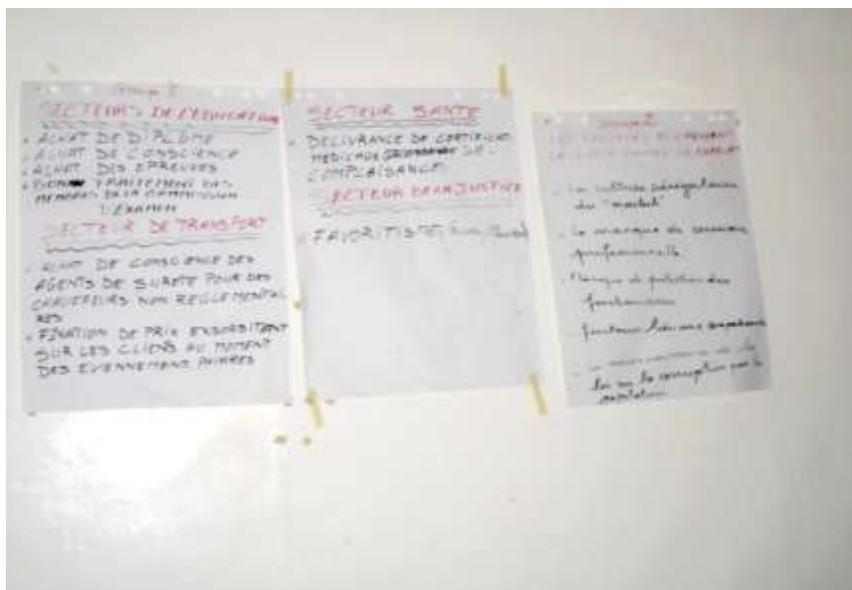
Restitution du travail du groupe 2

Il faut remarquer que les participants ont aussi beaucoup contribué dans la création de l'ambiance et dans les différents thèmes abordés lors de cette session de formation sur les coûts de la corruption au Sénégal car ils étaient auparavant outillés grâce à la documentation ci-dessous.

- Revue documentaire sur les coûts de la corruption
- La corruption facteur bloquant du développement économique et social
- Les instruments de lutte contre la corruption

A la reprise des travaux, un large débat a porté sur :

- la situation de la corruption dans les secteurs les plus touchés par ce fléau
- les facteurs bloquants la lutte contre la corruption au Sénégal



Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NDWD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

USAID

fhi360

OANEL2C

Interviews et clôture



Interview : Rama Diatta, député



Interview : Juge Bassirou Gaye



Participants du séminaire du 27 décembre 2014

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

Ministère de l'intégration africaine, du NEPAD et de la promotion de la bonne gouvernance

« JE SUIS CITOYEN, JE COMBATS LA CORRUPTION »

Observatoire des acteurs non étatiques pour la lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion

Campagne nationale de sensibilisation et de plaidoyer sur les coûts de la corruption au Sénégal

OANEL2C

USAID

fhi360

13. LES LEÇONS APPRISSES

La qualité du document de la campagne a permis de toucher toutes les catégories sociales de la population sénégalaise

La participation active et dynamique du Ministère chargé de la promotion de la bonne gouvernance à non seulement renforcer la crédibilité de la campagne mais traduit également une certaine volonté politique de combattre la corruption.

L'esprit d'ouverture et d'accompagnement du Programme/PGP/USAID/FHI360 a été un gage de réussite de la campagne. Nous remercions donc ici toute l'équipe du Programme Gouvernance et Paix, FHI360 et l'USAID pour la confiance accordée à la Plateforme pour initier cette ambitieuse campagne nationale.

Le maillage national de la plate forme des ANE a été le facteur clé de la réussite de la campagne au niveau des régions. Les équipes régionales ont su relever le défi et exécuter l'ensemble des activités dans le respects des termes de référence et des procédures de reddition des comptes. Leur engagement et leur contribution technique et financière ont permis de lever tous les écueils.

La demande forte des citoyennes et citoyens en matière de lutte contre le fléau de la corruption, particulièrement en ce qui concerne les outils à développer, le renforcement de capacités et la sensibilisation sur les conséquences en matière de développement.

14. LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Le démarrage tardif de la campagne avait fini de susciter le doute auprès de certains partenaires terrain. En effet, nous avons reporté à plusieurs reprises le démarrage des activités de la campagne.

L'insuffisance du budget alloué à la campagne a obligé l'équipe à réduire certaines activités malgré leur pertinence.

La faible implication des membres de l'OANEL 2C dans la mise en œuvre de la campagne.

La procédure de décaissement mise en place par le partenaire n'était pas adaptée à la mise en œuvre des activités de la campagne. en effet, les différentes tranches de financement ne correspondaient pas forcément aux impératifs du terrain.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption



15. PERSPECTIVES

L'OANE 2C dispose à travers la stratégie de la campagne d'un bon document qui peut lui servir de plan de travail pour accomplir sa mission.

Après évaluation de la cette première phase, l'OANEL 2C devrait élargir la campagne dans les autres régions. Pour cela, nous préconisons la diversification des partenaires en plus d'un engagement financier réel du Ministère.

16. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Le rapport général de la campagne validé devra faire l'objet d'une publication en vue de partager les résultats atteints.

L'OANEL2C devra négocier avec le Ministère un protocole d'accord pour qu'ensemble, ils travaillent à la mobilisation de ressources pour poursuivre la campagne dans les autres régions afin de réussir l'arrimage entre les cellules régionales de gouvernance et les antennes de la plate forme.

Le futur Programme Gouvernance de l'USAID devrait consolider les acquis de cette expérience et poursuivre son appui à la PFANE/OANEL2C pour lui permettre d'atteindre ses objectifs en matière de renforcement des capacités des OSC à la base sur les mécanismes de lutte contre la corruption et de plaider auprès de l'ensemble des parties prenantes pour faire de la lutte contre la corruption un combat clé pour l'atteinte de nos objectifs de développement et de satisfaction des besoins des citoyennes et citoyens en ce qui concerne l'accès à des services sociaux de base de qualité.

Les membres de conseil de surveillance devront jouer un rôle plus actif afin de positionner l'OANEL2C parmi les acteurs clés de lutte contre la corruption.

Rapport final de la Campagne nationale de plaidoyer et de sensibilisation sur les coûts de la corruption

